

DOCUMENT DE PROJET¹

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) – procédure de financement PBF/PRF

Titre du Projet: Njia za Makubaliano : Les chemins vers les Accords	Organisation de mise en œuvre: International Alert
Personne de Contact: Nom: Maria Lange, Country manager DRC Adresse: 59 Avenue des orchidées, Goma Téléphone: +243 995862048 E-mail: mlange@international-alert.org	Agent de Gestion: Programme de Développement des Nations Unies (PNUD)
	Localité (s) (Province): Province du Nord-Kivu, zone de stabilisation autour de Kitshanga
Durée totale du projet (mois): Date de démarrage: 01 juin 2016 Date de clôture: 31 mai 2018	Cout total du Projet: \$2, 000, 000 Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (procédure de financement PBF/PRF) : \$2,000,000 Contributions propres: n/a Autres Contributions: n/a
Description du Projet : La transformation des conflits effective nécessite que la place centrale soit donnée aux populations directement affectées par le conflit en leur fournissant les opportunités, la capacité et l'appui nécessaire pour participer activement à la recherche des solutions. Partant de ce principe, ce projet applique une approche programmatique participative de transformation de conflit qui se focalise sur la recherche-action participative, le dialogue, la communication et la mobilisation sociale, le plaidoyer et la mise en réseau entre acteurs clés. La théorie de changement du projet est formulée comme suit : Si les membres des communautés locales (femmes et hommes), les acteurs de conflit et les entrepreneurs de conflit ont la motivation, les capacités et les opportunités de participer à un processus de dialogue à plusieurs niveaux qui est inclusif et sensible au genre - selon le niveau qui concerne chacun (local, provincial, national et régional) - alors des solutions aux différends qui les opposent seront développés, des relations plus équitables (de genre) de collaboration et de confiance seront construites et des espaces inclusifs et participatifs de prise de décisions qui respectent les droits des femmes vont émerger. Les objectifs du projet sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• Objectif Spécifique 1 : Les acteurs et les entrepreneurs du conflit (hommes et femmes) s'engagent et participent au processus de stabilisation dans la zone prioritaire ;• Objectif Spécifique 2 : Les leaders communautaires adoptent des mesures sensibles au genre qui renforcent l'inclusivité de la Collectivité-Chefferie du Bashali ;• Objectif Spécifique 3 : Les acteurs du conflit dans la Chefferie du Bwito développent une vision collective des différends qui les opposent (prenant en compte l'aspect genre) et proposent des pistes de solutions ;	

¹ Ce document est à utiliser par les organisations participantes qui ne sont pas des organismes des Nations Unies (PNUO) et pour lequel le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) joue le rôle d'Agent de Gestion

- Objectif Spécifique 4 : Les hommes et femmes acteurs locaux de Bashali, Bwito et Pinga, s'engagent et participent au processus de dialogue.

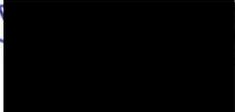
L'impact attendu du projet est de contribuer à la paix et à la stabilité dans la zone autour du Kitshanga. Ce projet permettra d'impliquer dans le processus de stabilisation de cette zone des acteurs de conflits opérant à différents niveaux (local, provincial, national et régional) et de les amener à jouer un rôle actif dans ce processus de sorte qu'à moyen terme, nous puissions avoir une zone autour de Kitshanga pacifiée et stable.

Note sur l'égalité des sexes (Gender Marker)²: _2_

Le projet applique une stratégie axée sur le genre. Il porte sur le changement des dynamiques de genre au sein des communautés et groupes cibles. Il renforce les pouvoirs économiques des femmes et fait la promotion d'une participation active des femmes à la vie publique et à la consolidation de la paix. L'approche « genre » de ce projet est relationnelle. Elle est axée sur comment les hommes et les femmes se répartissent les rôles et coproduisent des identités. Elle est aussi axée sur comment la société et les normes sociales sont liées avec les différentes formes d'identité. Pour ce projet, un accent est mis sur les relations de genre dans toutes les activités du projet dont la recherche-action sur les dynamiques de conflit (Bwito), la composition et le fonctionnement du groupe consultatif, l'analyse des interventions de stabilisation dans la zone, et le fonctionnement et composition des comités communautaires (noyaux de paix). Un appui particulier sera fourni à l'équipe du projet (staff d'International Alert et de Pole Institute, ainsi que les autres partenaires locaux) par le staff spécialisé dans le domaine du genre dont Alert dispose (en RDC ainsi qu'à son siège), et le projet sera mise en œuvre en étroite coordination avec le projet *tushiriki wote* qui vise à combattre les normes socio culturelles qui placent les hommes dans une position de domination sur les femmes, leur donnant le contrôle sur les décisions et les biens dans le ménage et la communauté, et promouvoir la participation des femmes dans la prise de décision à tous les niveaux.

² Le score de genre est un outil d'évaluation sur une échelle de 0 à 3, qui indique si un programme est conçu pour assurer que les femmes, les filles, les garçons et les hommes en bénéficieront également ou si le programme a le potentiel de contribuer à l'égalité entre des sexes. Score 3 : projets ayant l'égalité de genre comme principal objectif (actions clairement ciblées) ; Score 2 : projets ayant l'égalité de genre comme objectif significatif (intégration du genre) ; Score 1 : projets intégrant partiellement le genre dans les activités ; Score 0 : projets qui n'intègrent pas l'égalité de genre

Page de Signature

<p>Organisation(s) Participante(s) ne faisant pas partie des Nations Unies (PNUNO)</p> <p>Nom du/de la Représentant (e): Maria Lange, country manager, DRC</p> <p>Signature: </p> <p>Nom de l'Organisation: International Alert</p> <p>Date & Cachet: 28/09/2016</p> 	<p>Agent de Gestion (Managing Agent)</p> <p>Nom du/de la Représentant (e):</p> <p>Signature:  18/10/16</p> <p>Nom de l'Organisation: Programme de Développement des Nations Unies (PNUD)</p> <p>Date & Cachet:</p>
<p>Co-Président du Conseil d'Administration Provincial (Gouvernement)</p> <p>Nom: M. Feller Lutaichirwa Mulwahale Fonction: Vice-Gouverneur de Province du Nord-Kivu</p> <p>Signature: </p> <p>Nom de l'Organisation: Gouvernorat</p> <p>Date & Cachet:</p> 	<p>Co-Président du Conseil d'Administration Provincial (Nations Unis)</p> <p>Nom: Daniel Ruiz Fonction: Chef du Bureau MONUSCO Goma</p> <p>Signature: </p> <p>Nom de l'Organisation: MONUSCO</p> <p>Date & Cachet:</p> 

1. Contexte et Justification

La compréhension du contexte politico-administratif de la zone prioritaire « Autour de Kitshanga »³ repose sur des analyses précédentes (y compris l'analyse de besoin en stabilisation menée en octobre 2014) ainsi que sur des recherches menées par International Alert⁴, Pole Institute⁵ et d'autres.⁶ Le défi est de traduire cette analyse en programmation concrète sur terrain pour relever les principaux moteurs de conflit. La section suivante qui présente l'analyse du contexte d'Alert et de Pole Institute justifie l'approche novatrice du projet et explique sa complémentarité avec d'autres interventions dans la zone.

Les efforts politiques internationaux et régionaux de paix amorcés en 2008 à la suite du rapprochement entre le Rwanda et la RDC avaient motivé la formulation d'une réponse aussi programmatique. La première phase de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et Stabilisation (ISSSS) a produit des résultats, mais il était difficile de tirer des conclusions concernant l'impact global sur les dynamiques de conflit. Le Gouvernement de la RDC, l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS) de la MONUSCO et les responsables du STAREC ont révisé la stratégie en 2012/13, en concertation avec des organisations locales et internationales. Afin d'informer l'identification des priorités et des points d'entrée programmatiques, il a été décidé de passer par une phase d'analyse. Les résultats de ces analyses des zones prioritaires ont servi de base pour les Stratégies Provinciales de Stabilisation (SPS) et les Plans d'Action Prioritaires de Stabilisation (PAPS). International Alert a mené l'analyse dans deux zones au Nord-Kivu (« Frontière Masisi-Walikale » et « Centre du Masisi »), dont une partie est maintenant incluse dans la zone prioritaire autour de Kitshanga.

Les zones ciblées par ce projet sont au cœur d'une crise prolongée datant de plusieurs décennies. En effet, le besoin en main d'œuvre bon marché durant la période coloniale a poussé l'administration coloniale à importer les immigrés Banyarwanda (*mission d'immigration des banyarwanda*, commencé en 1936).⁷ Ces derniers ont été installés dans le territoire du Masisi en chefferies de Bashali et Osso-Banyungu et en territoire de Rutshuru dans la chefferie de Bwito. La chefferie de Bashali a été la première à recevoir les immigrés Banyarwanda dès 1936. Pour convaincre le roi du Rwanda d'accepter qu'une partie de sa population aille s'installer au Congo, l'administration coloniale belge a fait une exception en acceptant que les immigrés soient installés dans une chefferie créée de toute pièce pour les accueillir et administrée par un chef nommé par le roi du Rwanda. C'est ainsi que la chefferie de « Gishali » fut créée dans le Bashali entre 1936 et 1957. Les tensions actuelles autour de la redevance coutumière exigée par le pouvoir coutumier hunde, boudée ou refusée par les populations Banyarwanda tirent leur origine dans cette intégration politique ratée dès le début.

³ La chefferie de Bwito comprend sept groupements (Itongo, Bukombo, Bishusha, Bambo, Kanyabayonga, Kihondo et Mutanda). La chefferie de Bashali comprend deux groupements (Bashali/Kaembe et Bashali/Mokoto). Dans la phase de démarrage du projet sera choisi les groupements spécifiques où le projet se concentrera, basé sur des critères de faisabilité (choisir une zone pas trop vaste qui permet d'atteindre les résultats escomptés), accès sécuritaire et physique, priorité (stratégie IAS et politique gouvernementale), couverture par d'autres acteurs (qui font du travail similaire), etc.

⁴ Voir les multiples publications d'International Alert sur www.international-alert.org, y compris les suivants: *Terre, pouvoir et identité : Les causes profondes des conflits violents à l'est de la RDC* (2010) ; *La paix à petits pas : Inventaire et analyse des pratiques locales de paix* (2010) ; *Sortir de l'impasse : Vers une nouvelle vision de la paix à l'est de la RDC* (2012) et *Au-delà de la stabilisation : comprendre les dynamiques de conflit dans le Nord et Sud Kivu en RDC* (2015).

⁵ Voir publications sur : www.pole-institute.org

⁶ Voir par exemple : <http://ifp-peace.org/resource/pour-que-les-bashali-fument-le-calume-de-la-paix-rapport-de-recherche-action-participative-sur-les-conflits-inter-paysans-en-chefferie-des-bashali-masis-rdc/>

⁷ D'autres immigrés banyarwanda sont arrivés en fuyant la famine et les inégalités sociales, à la recherche du bien-être et de la sécurité (durant des époques différentes).

La cause la plus profonde des conflits dans la zone prioritaire « autour de Kitshanga » est essentiellement liée à la gouvernance. En effet, depuis la période coloniale, le Congo n'a pas connu un mode de gouvernance susceptible de promouvoir la bonne gestion de la chose publique, l'état de droit et le bien-être des citoyens. Dans un système de gouvernance clientéliste et patrimoniale, l'appartenance ethnique joue un rôle important et les tenants du pouvoir redistribuent avec les leurs une partie des richesses accaparées, notamment la terre. Les détenteurs du pouvoir politique et coutumier exploitent souvent la dualité de la loi foncière entre le droit écrit et le droit coutumier afin de profiter des ventes des terres, avec ou sans titres, au détriment des paysans. Même les groupes armés sont parfois mis à contribution pour tenter de déstabiliser certaines circonscriptions électorales en faveur des politiciens de leur obédience ethnique. Dans la lutte pour le contrôle des ressources économiques et du pouvoir (coutumier et administratif), le discours « d'autochtones » et de « non-autochtones » sert aux élites politico-économiques à légitimer leurs intérêts, (en se servant d'une prétention de défense des intérêts d'une communauté ethnique) et à délégitimer les intérêts des autres. À Pinga spécifiquement, les Nyanga (la communauté « autochtone ») craignent l'arrivée des Hunde de Masisi cherchant de la terre à cultiver dans le Walikale. Cette peur existe depuis longtemps et a conduit à la violence surtout avec l'assassinat du Mwami Nyanga au début des années 90 par les Hunde. En Chefferie de Bashali, le poids démographique des Hutu et Tutsi (ensemble constituant 80 % de la population) pose une difficulté de représentation politique dans un contexte démographique d'une personne, une voix. Le passage au multipartisme politique des années 1990 et les perspectives d'un vote démocratique fut à l'origine des confrontations ethniques dès 1993 jusqu'aujourd'hui.⁸

En ce qui concerne les ressources naturelles, la terre constitue l'enjeu majeur dans la zone. N'ayant pas pu obtenir l'accès à la terre équitable par biais du système de redevances coutumiers, les Banyarwanda ont plus souvent opté pour l'achat des terres par biais de l'État avec l'espoir d'obtenir plus de sécurité de leurs terres, une sorte de garde-fou dans un contexte de compétition avec les autres communautés. La mobilisation de l'identité ethnique par les deux groupes devient donc inévitable dans les rapports à la terre et au pouvoir, bien qu'en soi ses identités n'ont rien de négatifs, s'ils étaient moins manipulés pour les fins politiques et économiques⁹. Enfin, par rapport à la dynamique régionale, le retour des réfugiés congolais vivant au Rwanda inquiètent les familles qui occupent les champs de ces derniers et les habitants de la zone imaginent des conflits liés à la terre qui vont se multiplier lorsqu'un grand nombre reviennent. À cette crainte est associée la peur de la mise en cause du pouvoir coutumier, les réfugiés étant d'une autre communauté ethnique que les chefs coutumiers.

Au-delà du clivage ethnique et enjeux économiques, il existe d'autres questions qui méritent une attention particulière, spécifiquement les rapports inégaux entre les hommes et les femmes habitant cette zone du projet, l'absence des femmes, dans les instances de prise de décision et dans les organes importants de la société. Nous notons que dans la zone de stabilisation autour de Kitshanga, tout comme ailleurs en RDC, la participation des femmes à la prise de décisions est faible à tous les niveaux (ménages, localités/villages, territoire). Une recherche menée par l'Observatoire de la parité avec l'appui d'International Alert montre que malgré des tendances encourageantes dans certains secteurs et territoires spécifiques dans la province du Nord-Kivu, la plupart des femmes demeurent fortement sous-représentées dans la plupart des secteurs analysés (médias, société civile, santé, éducation, secteur économique, agricole etc.), surtout au niveau des instances décisionnelles des organisations et institutions. À titre d'exemple, les femmes ne représentent en moyenne que 5,6 % des fonctions politiques des institutions provinciales, et seulement 8,3 % en

⁸ Les élections législatives de 2011 en sont un exemple car sur les 7 sièges à pourvoir dans le Masisi, les Hunde ne sont pas représentés au parlement national. Une première dans l'histoire du peuple hunde et un souci constant quant à la question de la représentativité politique dans le territoire de Masisi.

⁹ Interpeace, Manipulation des identités et stéréotypes : Enjeux et défis pour la paix dans la région des Grands-Lacs, 2013

moyenne des entités territoriales décentralisées de la province.¹⁰ Une société où la moitié de la population est largement exclue de la participation à la prise de décision ne peut pas espérer construire une paix et un développement durable, et la violence faite aux femmes (que cela soit par des groupes armés ou par d'autres) est un facteur qui déstabilise fortement les communautés. Ce projet va renforcer la participation des femmes comme agents de changement, au sein des structures communautaires ainsi que les structures de gouvernance du programme I4S, et incorpore une dimension transversale genre dans toutes les activités. Afin de progressivement changer le statut de la femme, l'expérience programmatique démontre qu'on doit travailler à plusieurs niveaux : Individus (la confiance en soi, les capacités) ; la famille (dynamique familiale, éducation des enfants) ; la communauté avoisinante (meurs et coutumes) ; et la société plus large (changement de la législation qui régissent les droits des femmes). Sous le projet *Tushiriki wote* International Alert et onze partenaires travaillent de manière spécifique pour renforcer le pouvoir politique, civique et économique des femmes, et cette expérience sera mise au profit du projet I4S dans la zone autour de Kitshanga.

L'insécurité durant les 20 ans passés dans le Bashali a créé des situations où par exemple les autorités coutumières ont abandonné leurs entités et le vide créé a été rempli par les seigneurs de guerre hutu. Jusqu'en septembre 2015, la quasi-totalité des chefs de poste dans le Bashali étaient assumés par les anciens combattants hutus. Cependant la tyrannie que certains parmi eux ont exercée sur les populations locales a conduit une grosse majorité à exiger le retour des anciens chefs de localité hunde. En contrepartie, ces derniers devraient montrer une flexibilité politique en acceptant que les non Hunde soient représentés dans le pouvoir local en assumant par exemple le poste de secrétaire de la localité. Ces demandes concrètes et compromises politiques locales que les populations ont commencé à discuter entre elles sont loin d'être acceptées et appropriées facilement par tous. Il y a autant de résistance par exemple chez les Hunde, qui estiment que le pouvoir coutumier n'est pas fait pour tout le monde et que même tous les Hunde ne sont pas censés partager ce pouvoir avec le chef. Une façon de dire que la demande des populations non Hunde d'être représentés dans le pouvoir local au poste de secrétaire de la localité n'est pas acceptable. Il y a aussi une résistance chez certains Hutu qui considèrent que leur poids démographique leur offre la possibilité d'occuper tous les postes de conseillers communaux selon la nouvelle loi et les autres représentations politiques au niveau provincial et national. Un travail de conciliation de ces divergences est impératif pour la stabilité du territoire de Masisi et le retour de la paix.

Plusieurs tentatives de réconciliation ont été faites telles par exemple par les comités locaux permanent de conciliation (CLPC), les initiatives de cohabitation par des acteurs locaux (dont la recherche-action et dialogue menée par ASP à Kitshanga, et le dialogue mené à Pinga par Search for Common Ground, pour n'en mentionner que deux exemples), ainsi que des initiatives innovatrices d'origine communautaire comme « Masisi Sans Tribalisme » qui sont des réussites localisées. Mais beaucoup reste à faire, surtout pour réunir ces initiatives à travers toute la zone prioritaire et pour l'ensemble des conflits dans cette zone. Ce projet va réunir ces initiatives et permettre la redynamisation du processus de dialogue, en les liant entre-elles, en renforçant les acteurs locaux de paix qui y travaillent déjà et en permettant une meilleure coordination entre ses initiatives, ainsi qu'une plus forte connexion avec des initiatives socioéconomiques qui se baseront sur les résultats des dialogues communautaires et vont ainsi à leur tour renforcer la paix dans la zone. Le dialogue constitue le crochet pour le rapprochement et refondation de la confiance entre groupes en conflit dans la zone (sur le plan cohésion sociale *horizontale*) – ainsi qu'entre citoyens et acteurs/institutions étatiques ainsi qu'autorités coutumières (sur le plan cohésion sociale *verticale*). Ce processus permet l'identification des initiatives communes pouvant s'adresser aux racines de la violence, et informera les initiatives de relèvement communautaire mis en œuvre par d'autres

¹⁰ Pour plus d'informations ainsi que des données détaillées couvrant le territoire de Masisi, veuillez consulter : *Etats de lieux de la parité dans la province du Nord-Kivu en RDC* (International Alert et Observatoire de la Parité, février 2016).

organisations dans la zone (dont le projet qui sera financé sous I4S pour le relèvement économique). L'approche au dialogue prônée par Alert et Pole part du principe que ce sont les communautés locales affectées par le conflit violent qui doivent collecter et analyser les informations d'une manière participative et inclusive, proposer des solutions concertées et mettre en pratique les engagements, orientations et décisions afin que ceux-ci soient véritablement efficaces et durables. Le projet renforcera les capacités de chaque communauté afin qu'elle puisse dépasser ses divisions internes profondes et arriver à gérer ses conflits sans recourir à la violence ou à la coercition. Les rencontres organisées ont pour objectif de développer une vision positive commune d'une société solidaire et équitable. Elles visent également à reconnaître et à mieux gérer le passé, à construire des relations positives et à entreprendre des changements sociaux, économiques, sécuritaires et politiques importants qui s'inspirent du processus de dialogue.¹¹

Une lueur d'espoir est le fait que les populations locales sont conscientes de ces enjeux et qu'elles ont commencé à en discuter entre elles. Un travail à renforcer naturellement. Ceci constitue un tournant important pour un dialogue inclusif intégrant tous les acteurs témoins des événements malheureux qui ont endeuillé le Nord-Kivu et dont sa pacification et le retour d'une paix durable ont encore un chemin à faire.

Les élections législatives et présidentielles que le pays pourra organiser au courant de cette année 2016 nécessitent une attention particulière. Ces élections pourront constituer aussi bien un risque qu'une opportunité pour le projet. Une opportunité parce que des élections crédibles et transparentes peuvent contribuer à la gestion des différences sociales, en permettant aux populations de voter pour des candidats qui travailleront réellement pour un retour à la paix et en renforçant ainsi le contrat social entre citoyens et acteurs/institutions étatiques, facteur clé de la stabilisation. Les élections seront aussi une opportunité pour les communautés impliquées dans le processus de stabilisation de faire un choix libre de leurs représentants en s'assurant que les différentes communautés ethniques soient représentées au parlement. Cependant, si les élections ne sont pas crédibles, sont mal organisées ou n'ont pas lieu dans le délai constitutionnel, cela peut mener à des contestations. Il est à craindre que les élections (ou le report des élections) engendrent des conflits électoraux qui pourront dégénérer en violence armée en venant renforcer les désaccords préexistants et en catalysant des tensions accrues entre communautés sous impulsion des politiciens qui cherchent à diviser la population afin de gagner des votes. En cela, les élections constituent aussi un risque pour le projet et des stratégies de mitigation sont envisagées (voir tableau hypothèses et risques).

2. Stratégie du Projet¹²

International Alert et Pole Institute, forts de 20 ans de travail pour la consolidation de la paix en RDC (et dans d'autres pays, dans le cas d'Alert) reconnaissent que la transformation des conflits effective nécessite que la place centrale soit donnée aux populations directement affectées par le conflit en leur fournissant les opportunités, la capacité et l'appui nécessaire pour participer activement à la recherche des solutions. Cela constitue aussi le principe de base pour la deuxième phase du STAREC/ISSSS qui appuie des initiatives locales et provinciales de 'dialogue démocratique' visant à articuler une vision claire, collective et à long-terme pour la paix. Partant de ce principe, ce projet applique une approche programmatique participative de transformation de conflit qui se focalise

¹¹ Pour plus d'informations détaillées sur la stratégie qui sera appliquée dans ce projet, veuillez consulter : *Lc Recherche-Action Participative : Une méthode pour rétablir les liens sociaux fracturés*. International Alert (2015).

¹² Le projet devrait être considéré comme un cadre qui aide à promouvoir les femmes, les filles, les garçons et la participation égale des hommes dans le processus politique et leur inclusion équitable dans les structures de gouvernance à tous les niveaux de prise de décision. Un minimum de 30% de femmes et 20% des filles (quand projet cible les filles et les garçons) devraient être inclus dans toutes les activités.

sur la recherche-action participative, le dialogue¹³, la communication et la mobilisation sociale, le plaidoyer et la mise en réseau entre acteurs clés. Le projet assurera aussi la constitution et facilitation d'un groupe consultatif provincial (et des sous-groupes dans les trois zones couvert par le projet) pour une véritable appropriation des stratégies de stabilisation et durabilité/pérennisation de l'action. Le projet capitalise sur les dialogues effectués par les différents acteurs par le passé¹⁴ en incluant une revue des résultats de ces processus et en exploitant la recherche déjà existante (voir objectif 2 et 3 ci-dessous), pour partir sur la base des avancés déjà acquises. La théorie de changement de ce projet, son but et ses objectifs découlent des objectifs et principes de la stabilisation tel qu'exprimés dans l'ISSSS et le la Stratégie Provinciale de la Stabilisation (SPS) et son Plan d'Action (PAPS). Le but du projet est de renforcer la confiance et la légitimité mutuelle entre l'État et la société (dans la zone autour de Kitshanga), pour qu'ils puissent résoudre ou atténuer ensemble les principaux moteurs de conflit. L'objectif se résume donc ainsi : *Les hommes et femmes dans la zone prioritaire et l'État congolais engagent un processus de dialogue inclusif pour résoudre les causes de conflit, consolider la paix et créer les conditions de stabilité des institutions dans la zone prioritaire.*¹⁵

La théorie de changement du projet est formulée comme suit : Si les membres des communautés locales (femmes et hommes), les acteurs de conflit et les entrepreneurs de conflit ont la motivation, les capacités et les opportunités de participer à un processus de dialogue à plusieurs niveaux qui est inclusif et sensible au genre¹⁶, alors des solutions aux différends qui les opposent seront développés, des relations plus équitables (de genre) de collaboration et de confiance seront construites et des espaces inclusifs et participatifs de prise de décisions qui respectent les droits des femmes vont émerger.

Ce changement (impact souhaité) sera le produit des activités qui produisent des résultats spécifiques mentionnés ici-bas, lesquels résultats concourent à leur tour aux quatre objectifs ci-après :

- Objectif Spécifique 1 : Les acteurs et les entrepreneurs du conflit (hommes et femmes) s'engagent et participent au processus de stabilisation dans la zone prioritaire ;
- Objectif Spécifique 2 : Les leaders communautaires adoptent des mesures sensibles au genre qui renforcent l'inclusivité de la Collectivité-Chefferie du Bashali ;
- Objectif Spécifique 3 : Les acteurs du conflit dans la Chefferie du Bwito développent une vision collective des différends qui les opposent (prenant en compte l'aspect genre) et proposent des pistes de solutions ;
- Objectif Spécifique 4 : Les hommes et femmes acteurs locaux du Bashali, Bwito et Pinga, s'engagent et participent au processus de dialogue.

L'impact attendu de la réalisation de ces quatre objectifs spécifiques est de contribuer à la paix et à la stabilité dans la zone autour du Kitshanga, et que les membres de la communauté (hommes et femmes) ont des relations harmonieuses améliorées et collaborent effectivement pour un développement intégral. Ce projet permettra d'impliquer dans le processus de stabilisation de cette zone des acteurs de conflits opérant à différents niveaux (local, provincial, national et régional) et de les amener à jouer un rôle actif dans ce processus de sorte qu'à moyen terme, nous puissions avoir une zone autour de Kitshanga pacifiée et stable.

¹³ Le « dialogue » est entendue comme ceci : *'la création d'un espace d'échange ouvert et inclusif permettant de développer la confiance nécessaire pour comprendre le point de vue de l'autre et dégager des accords en vue d'actions concrètes* (Pruitt B. et Thomas P. 2007, Democratic Dialogue – A handbook for practitioners. International Icea et UNDP, Stockholm et New-York).

¹⁴ Cela inclut ASP et Institut Vie et Paix, Search for common ground, et multiples associations locales (dont Virunga Yetu dans Bwito avec l'appui de CARE et International Alert)

¹⁵ Ces objectifs sont repris dans la Stratégie Provinciale de la Stabilisation pour la Province du Nord-Kivu, pages 72 et 73.

¹⁶ Ce processus est mené aux niveaux qui concernent chaque acteur, soit local, provincial, national et régional.

Les stratégies de mise en œuvre de ce projet sont basées sur la longue expérience d'International Alert et de Pole Institute et comprennent les suivantes:

- Une **stratégie communautaire** basée sur notre conviction que les initiatives communautaires (appuyées par les pouvoirs publics locaux) représentent les solutions les plus prometteuses aux problèmes qui sévissent dans l'est de la RDC ;
- Une **stratégie axée sur le genre**, qui porte sur le changement des dynamiques de genre au sein des communautés et groupes cibles et la promotion d'une participation active des femmes à la vie publique et à la consolidation de la paix : S'adresser aux barrières à l'égalité de genre permet l'amélioration de la gouvernance et le pluralisme dans une société post conflit ;
- Une **stratégie axée sur la sensibilité aux conflits** qui permet de réduire les effets négatifs (non-intentionnés) des interventions sur les dynamiques de conflit, et d'accroître les effets positifs pour la consolidation de la paix. La sensibilité aux conflits est intégrée dans le suivi du projet¹⁷ ;
- Une **stratégie axée sur la gouvernance**, dont l'objectif est de renforcer les pouvoirs conférés par la législation en veillant à l'existence de liens efficaces (communication, transparence et redevabilité) entre ces pouvoirs et les structures et initiatives de la communauté et de la société civile.

Alert et Pole Institute travaillent en partenariat avec des organisations de la société civile, y compris des associations féminines et structures communautaires de base, et sont engagés pour créer des effets catalytiques entre leurs efforts et le travail mené par d'autres organisations (locales et internationales) dans une même zone pour maximiser les impacts. Les résultats des dialogues démocratiques entamés dans ce projet, et les résultats de recherche-action participative, seront partagés avec des intervenants exécutant des projets de stabilisation dans la même zone (dans un des 6 piliers I4S). En partageant les résultats des dialogues avec ces intervenants (avec l'appui de coordination de STAREC et l'UAS), un accent sera mis sur les implications pour des initiatives de relèvement économique, afin de permettre une planification sensible au conflit de ces initiatives et renforcement de l'impact sur la cohésion sociale verticale et horizontale.

Différents mécanismes de coordination déjà en place seront utilisés pour créer des effets catalytiques, en impliquant surtout et d'abord des organisations et autorités congolaises et le Groupe consultatif. Par exemple, Alert soutient la campagne *Rien sans les Femmes*¹⁸ à laquelle participent 60 ONG locales travaillant ensemble pour le renforcement de la participation politique des femmes en RDC. Une sensibilisation sera faite avec les noyaux de paix, CLPC et acteurs de conflit concernant cette initiative et ceux/celles qui le souhaitent peuvent adhérer à la campagne. Aussi, Alert participe activement aux groupes informels de coordination genre au Nord et au Sud-Kivu, ainsi qu'à la Coordination foncière du Nord-Kivu et au Groupe de travail sur la transformation des conflits piloté par l'UAS. Les leçons et résultats de ce projet seront partagés avec ces groupes de coordination. Alert a aussi en 2014 établi le *Réseau Congolais des Artisans de la Paix* réunissant 95 acteurs locaux de paix, dont certains qui travaillent dans la zone ciblée par ce projet. Nous allons passer par ce réseau pour renforcer les résultats du projet et rendre plus efficaces les interventions de ces acteurs dans la zone, que cela soit à travers des activités de formation entamées par ce projet ou sous d'autres projets de Pole et d'Alert. Ce projet cofinancera le projet *Pamoja kwa Amani* sous lequel ce réseau des acteurs de paix a été établi, étant donné la forte connexion entre les objectifs des deux projets : *Pamoja kwa amani* est focalisé sur le dialogue participatif (au niveau local, territorial, provincial, national) et renforcement des actions de paix des acteurs locaux dans les

¹⁷ Alert maintient un site web avec des ressources, leçons et outils pour l'application de la sensibilité au conflit, accessible sur ; <http://www.conflictsensitivity.org/>

¹⁸ <https://www.facebook.com/RiensanslesFemmes?fref=ts>

territoires de Kalehe, Masisi, Walikale et Rutshuru.¹⁹ Les objectifs du projet sont en concordance avec ceux du projet ici décrit, pour la zone prioritaire de Kitshanga. En intégrant ces deux projets (sur les activités concernant la mise en œuvre du dialogue démocratique), International Alert exploite les ressources humaines et financières d'une manière plus efficace, et renforce l'impact du projet. Le chef du projet *pamoja kwa amani* contribuera aussi au démarrage de ce projet, ce qui permettra d'initier les activités du projet plus vite.

En intégrant des mécanismes d'échange et de coordination ci-haut mentionnés, et avec appui de l'UAS et du STAREC pour assurer une communication efficace avec toute la 'communauté de stabilisation' de la RDC (intervenants dans d'autres piliers, bailleurs, institutions et acteurs gouvernementaux), des effets catalytiques de ce projet seront garantis.

Alert est un partenaire clé de l'ISSSS et participe à des ateliers de coordination avec la MONUSCO, STAREC, les agences de l'ONU et d'autres ONG locales et internationales afin de soutenir la mise en œuvre effective de la stratégie de stabilisation. Ce projet répond aux objectifs de la stratégie de stabilisation aussi bien que les objectifs du Plan Provincial de stabilisation (et son plan d'action) pour le Nord-Kivu. Alert et Pole Institute travaillent en collaboration avec les autorités gouvernementales de la province et associent régulièrement les autorités aux activités des projets. Pour ce projet également, l'engagement du Gouvernement (provincial et national) relève d'une grande priorité et les autorités locales, provinciales et nationales seront invitées aux activités qui les concernent. Alert et Pole compte sur les 'bonnes offices' de la MONUSCO, du gouvernement provincial et du STAREC, pour obtenir leur assistance si des blocages se font ressentir dans la mise en œuvre du projet. L'UAS sera le point focal principal pour le projet au sein de la MONUSCO, mais une collaboration étroite sera aussi établie avec la section DDR et la section genre, concernant respectivement le processus de désarmement (voir activité ici-bas) et les aspects genre du projet. Des réunions de partage de leçons apprises sont également prévues avec toutes les sections pertinentes de la MONUSCO (affaires civiles, affaires politiques, section genre, DDR, UAS), où des liens de collaboration seront explorés. STAREC et le Ministère du Plan de la province (ainsi qu'UAS) participent au comité technique de stabilisation et Pole/Alert viendront régulièrement leur faire rapport sur l'évolution du projet et soulèveront toute question nécessitant un appui politique de leur part.

Il est clair que les preneurs de décisions et beaucoup d'entrepreneurs des conflits sont difficiles à mobiliser au niveau local (lorsque les dialogues démocratiques sont organisés par exemple). De ce fait, des restitutions au niveau national et régional permettront d'amener au niveau supérieur les résultats de ces dialogues et d'informer les acteurs difficiles à mobiliser au niveau local des desideratas des populations. Par conséquent, à partir des résultats des dialogues menés au niveau communautaire, International Alert et Pole Institute vont organiser des forums incluant tous les membres de groupes consultatifs, les entrepreneurs des conflits et les preneurs de décisions, etc. A l'issue de chaque forum organisé au niveau national et régional, une ou deux recommandations fortes seront dégagées et feront l'objet d'un travail de plaidoyer à réaliser par International Alert et Pole Institute. En réunissant les acteurs de conflits opérant à tous les niveaux, un lien sera créé entre le local, le provincial, le national et le régional. Ces différents forums seront aussi une opportunité pour les acteurs nationaux et régionaux d'être informés sur ce qui se passe au niveau local. L'objectif de ces forums sera donc d'essayer de réduire l'espace vertical entre les preneurs de décisions et autres grands acteurs opérant au niveau national et régional avec les acteurs locaux.

Après chaque forum organisé par International Alert et Pole Institute, le chargé de plaidoyer d'Alert dressera une feuille de route avec les différentes recommandations issues de forums, qu'elle utilisera pour un plaidoyer au niveau national et (selon le besoin) au niveau régional. Cette personne

¹⁹ Seulement des activités de dialogue dans la zone prioritaire autour de Kitshanga seront cofinancées sous ce projet, Walikale et Kalehe ne sont pas concernés.

contribuera à faciliter les alliances avec des personnalités importantes pour faire le plaidoyer et faire avancer les idées ou recommandations des dialogues démocratiques.

Grace à sa structure de coordination pyramidale le projet vise à relayer des messages clés de la base (noyaux de paix) vers les décideurs et acteurs de conflit au niveau provincial et national, par le biais de son Conseil Consultatif et vice-versa. Plus spécifiquement le projet vise à créer une grande mobilisation communautaire à tous les niveaux pour faire connaître non seulement les résultats des dialogues dans la zone prioritaire autour de Kitshanga mais aussi engager toutes les parties prenantes dans le processus de stabilisation. A travers des activités spécifiques de plaidoyer, notamment l'organisation d'ateliers provinciaux et nationaux les noyaux de paix plaideront pour que les mesures identifiées comme nécessaires pour garantir l'inclusion dans la collectivité-chefferie Bashali. Le projet s'appuiera aussi sur le Réseau des Artisans Congolais de la Paix et le Réseau Rien sans les Femmes pour mener des activités de plaidoyer au niveau national et servir de vecteur de canalisation de messages clés à un public plus ample. Le travail minutieux de prise de contact et construction d'espaces de dialogue avec les acteurs positifs et négatifs du conflit, mené par Alert, Pole et le conseil consultatif au niveau provincial, national et régional permettra de tisser un réseau de personnalités/acteurs influents qui sera constamment mobilisé et qui servira de vitrine pour engager les acteurs encore réfractaires au processus de stabilisation. Les émissions radios au niveau communautaire, provincial et national compléteront et renforceront le plaidoyer menés par les communautés des trois localités en divulguant les résultats des dialogues mais aussi en faisant connaître au grand public les avancées du processus de stabilisation à l'Est du pays.

Parmi les stratégies programmatiques spécifiques qui seront appliquées à ce projet, il a lieu de mentionner les suivantes :

1. **Approche relationnelle de genre et promotion de la participation des femmes dans la prise de décision** : Notre approche genre est relationnelle, axés sur comment les rôles et des identités de genre sont produites par les hommes et les femmes, et sur comment la société et les normes sociales sont liées avec différentes formes d'identité. Cette compréhension est à la base de tous nos interventions, tel que notre projet en cours *Tushiriki Wote* (financé jusqu'en 2018 par la coopération suédoise). Nos actions visent à combattre les normes socio culturelles qui placent les hommes dans une position de domination sur les femmes, leur donnant le contrôle sur les décisions et les biens dans le ménage et la communauté, et promouvoir la participation des femmes dans la prise de décision à tous les niveaux (du ménage au niveau national). En RDC, Alert a travaillé pour l'amélioration de la participation des femmes dans la prise de décision depuis 2000, et nos actions ont évolué de la simple promotion de la participation des femmes dans la prise de décision au niveau communautaire (participation des femmes aux baraza), local (formation des femmes candidates pour les élections de 2006 et 2011) et national (Pour parler paix de Sun City en 2002, campagne Rien Sans Les Femmes²⁰), au travail avec des hommes et femmes pour changer des dynamiques de genre au sein des groupes cibles.²¹
2. **Recherche-action Participative (RAP)** : La recherche-action participative (RAP) part du principe que ce sont les communautés locales affectées par le conflit violent qui doivent collecter et analyser les informations d'une manière participative, proposer des solutions concertées et mettre en pratique les engagements, orientations et décisions afin que ceux-ci soient véritablement efficaces et durables. Cette approche vise à travailler à la consolidation de la paix par le biais du renforcement des capacités de chaque communauté afin qu'elle puisse dépasser ses divisions internes profondes et arriver à gérer ses conflits sans recourir à la violence ou à la coercition. Le processus de recherche-action participative contribue à

²⁰ Voir <http://international-alert.org/news/rien-sans-les-femmes> pour plus d'information.

²¹ Alert appui 38 groupes de dialogue communautaires et 12 groupes de dialogue universitaires au Nord et Sud Kivu.

instaurer une culture du dialogue par le biais de rencontres constructives, structurées et répétées, d'analyses conjointes des causes profondes des conflits et des acteurs, de la vérité pour la réconciliation en réunissant les groupes antagonistes. Le sujet précis sur lequel portera la recherche est d'abord fixé par les comités locaux de paix²², ayant entamé une analyse de conflit sous facilitation d'Alert ou des partenaires. Ensuite la collecte des données est conduite par (et dans) les communautés par des animateurs locaux, sous la direction des comités locaux de paix et avec leur implication. Les multiples étapes de la RAP ainsi que les étapes du dialogue communautaire qui suit la RAP sont éucidées dans le rapport *La recherche-action participative : Une méthode pour rétablir les liens sociaux fracturés* (International Alert 2015).

3. **Dialogue communautaire** : Le dialogue est une suite logique et conséquence de la recherche-action participative. Il rassemble les membres de la communauté et permet la communication entre personnes, acteurs et groupes qui soit ne se rencontrent pas normalement ou qui ne peuvent pas communiquer de manière efficace sur des sujets/conflits qui les divise. Le dialogue implique l'établissement d'un espace sécurisé où des discussions sur des sujets sensibles peuvent avoir lieu entre parties en conflit, afin de réduire les tensions et construire une confiance permettant l'élaboration d'une vision commune de changement. Le dialogue constitue un processus étendu dans le temps qui construit des relations entre groupes/acteurs en conflit, bâtit la confiance et promue l'engagement local, en s'appuyant sur du contenu réel (recherche, analyse ou autre) qui stimule l'action pratique.²³ Des consultations sont entamés avec (en groupe séparé d'abord) des parties en conflit, leurs alliés, les leaders influents et les autorités, en vue de définir des solutions concertées. Ensuite ont lieu des dialogues communautaires proprement dits, réunissant les parties aux conflits, leurs alliés, les leaders influents, les autorités locales et les autres forces vives de la société civile. C'est à l'issue de ces dialogues que des contrats sociaux sont signés par toutes les parties présentes. Enfin, des tables rondes sont organisées au niveau du groupement et de la province pour critiquer et peaufiner le contenu des contrats sociaux, et obtenir l'engagement d'autres acteurs pour leur mise en œuvre. Toutes ces étapes reposent sur la participation active des autorités politiques et administratives à différents niveaux.
4. **Communication et mobilisation sociale** : La radio Pole FM est une des rares radios qui couvre presque tout le Nord Kivu et une partie du Sud Kivu. Elle a environ 4 million d'auditeurs et couvre autour de 80% de la province du Nord Kivu, 20% de la province du Sud Kivu et 40% de la province de l'Ouest du Rwanda. Elle joue actuellement un rôle important dans la diffusion des résultats de la recherche de Pole Institute via son implantation dans les milieux ruraux. Des émissions sont conçues en fonction des résultats des recherches menées par Pole Institute pour en assurer une large diffusion. Dans le cadre du projet, elle servira à informer et mobiliser la population sur la stabilisation et la consolidation de la paix, et elle sera également utilisée comme un outil de plaidoyer, combiné à d'autres actions (consultations et réunions avec décideurs divers, mobilisation sociale etc.). Pole Institute organise aussi des activités culturelles comme outil de mobilisation, comme par exemple le *ballet interculturel du Nord-Kivu*, constitué par un groupe de danseurs de tous les groupes ethniques de la province qui, à travers la danse, crée un espace d'échange interculturel et renforce le dialogue et la tolérance entre communautés. D'autres activités concrètes de cohésion sociale sont envisagées, notamment des carnavales culturels pour la paix dans les zones d'intervention du projet et des débats entre jeunes de différentes communautés. Ces débats pourront même être organisés par radio Pole qui a déjà une expérience dans la

²² Les comités de paix sont des structures élues et représentatives des groupes sociaux vivant dans la localité, et avec un équilibre entre membres hommes et femmes

²³ Strategic Programming Framework, International Alert (2010).

conduite des causeries-débats des étudiants dans le cadre d'un autre projet de Pole qui est appuyé par InterPeace. Les recommandations issues de ces différentes rencontres seront largement diffusées au public et transmises aux groupes consultatifs pour analyse. Le message véhiculé par les différentes activités culturelles devra être canalisé dans le projet et utilisé dans le cadre du processus de stabilisation. Par conséquent lors de chaque manifestation culturelle, Pole Institute et International Alert aideront les acteurs à identifier le message important à faire passer mais une grande latitude leur sera laissée d'imaginer comment organiser ces activités. Ces acteurs recevront seulement un accompagnement de Pole Institute et International Alert. Radio Pole participera à toutes les activités culturelles et dégagera un message fort qui sera passé à la radio sous forme de spot publicitaire. Un effort sera fourni pour que les messages diffusés par la Radio Pole FM soient relayés dans les trois zones par les acteurs importants et en faire des sujets des débats quotidiens dans les différentes zones où les dialogues démocratiques seront organisés.

Etapes de mise en œuvre

La séquence de mise en œuvre est décrite plus en détail dans le plan de travail, mais le projet sera exécuté dans les phases suivantes. A noter que certaines phases peuvent se mettre en œuvre de manière parallèle (selon les lieux), tandis que d'autres sont consécutives :

1. *Phase de démarrage* : Deux mois pour établissement des équipes du projet (recrutement staff), tenu des réunions de planification, consultations avec les acteurs dans la zone et comité technique provincial, organisation de l'étude de base, révision du cadre logique (cibles) et élaboration du plan de suivi (et outils de collecte y afférant). La sélection des partenaires locaux sera lancée au même moment, et ce processus prendra environ un mois à conclure, une fois lancé.
2. *Phase de lancement et établissement des organes de consultations* (Kitshanga, Pinga, Bwito): Trois mois durant lesquels seront organisés les consultations communautaires pour établissement des groupes de consultations (et le conseil provincial de consultation), les noyaux de paix seront établis (10) et ceux qui existent déjà seront redynamisés et restructurés (selon le besoin). Les premières formations techniques seront tenues avec les noyaux et les groupes de consultation. La cartographie des entrepreneurs de conflit sera lancée au même moment, et prendra environ 1 à 2 mois à conclure. A noter que les consultations peuvent commencer au cours du deuxième mois de la phase de démarrage.
3. *Phase de préparation de recherche* (Bwito) : D'abord un mois pour consulter les parties prenantes, organiser des réunions préparatoires intra-communautaires unifiant les différentes composantes, adopter les méthodes de recherche et former les animateurs en méthodes de recherches. Au même moment sera menée la revue des résultats de recherche antérieure et analyse genre (2 mois). Ensuite trois mois pour conduire la recherche, collecter les données et évaluer les enjeux et les acteurs. En parallèle avec cette recherche conduit par Pole en coordination avec un partenaire à Bwito, Alert mènera la cartographie d'acteurs d'influence positive.
4. *Phase de dialogue* (Bwito) : Pendant environ 6 mois, les résultats de recherche seront mis en commun (processus mené en partie consécutivement), des restitutions seront organisées (en groupes homogènes), les recommandations discutées, chaque partie élaborera son cahier de charge, des mini-dialogues et ensuite dialogues intercommunautaires seront organisés.
5. *Activités menées consécutivement aux phases ici-haut* (Bashali, Pinga, Bwito – selon plan d'action en bas) : Tenu des rencontres des noyaux (régulier tout au cours du projet à partir du 3^{ème} mois), mise en œuvre des actions concrètes de cohésion sociale (culturelles etc.), tenue des forums de dialogue et ateliers sur la collecte d'armes. Émissions radio seront produits à partir du 6^{ème} mois du projet.
6. *Phase de suivi/évaluation* : Le projet sera appuyé par l'Officier de Suivi et Evaluation, et par un assistant chargé de suivi/évaluation qui mettront en place ces outils de collecte des

données et qui renforcera les capacités des équipes de terrain. Un monitoring sera fait tout au cours du projet (collecte des données de suivi selon le plan suivi/évaluation), élaboration et soumission des rapports financiers et narratifs selon calendrier convenu, et évaluation finale 2 mois avant la date du fin de projet. Le projet appliquera une approche d'apprentissage participatif où les leçons apprises seront collectées et utilisées pour améliorer la qualité des actions, tout au long du projet.

2.1 Résultats et Activités du projet

Objectif Spécifique 1 : Les acteurs et les entrepreneurs du conflit (hommes et femmes) s'engagent et participent au processus de stabilisation dans la zone prioritaire

Pour réaliser cet objectif, il sera établi un mécanisme de consultation inclusif qui permet aux acteurs du conflit d'échanger, partager leurs analyses et développer des solutions communes aux enjeux de conflit identifiés et discutés (à travers le dialogue local) dans la zone prioritaire. Afin d'accroître l'efficacité de ce mécanisme et assurer une bonne communication entre les localités où se déroulent les activités du projet et le niveau provincial, le mécanisme réunira des membres désignés par des sous-groupes de consultations inclusives qui seront établis de manière participative dans *chacun* des trois zones qui sont couverts par le projet à savoir Pinga, Kitshanga et Nyanzale. Chaque groupe consultatif travaillera avec les noyaux de paix qui opèrent dans sa zone. Un groupe consultatif comprendra autour de 15 personnes : acteurs de conflit, représentants des autorités politico-administratives et coutumières locales et les représentants des différents comités officiels (CLPC, Barza etc). Ces groupes seront constitués d'au moins 50% des femmes (leaders féminins de la zone) avec une représentation équitable des groupes ethniques et des jeunes. Chaque groupe désignera ensuite 2 de ses membres (un homme et une femme, soit 6 personnes en total pour les 3 sous-groupes) qui participeront aux réunions du conseil consultatif provincial qui se tiendront une fois le trimestre à Goma. Le groupe consultatif provincial sera constitué de ces 6 personnes désigné par les sous-groupes et au maximum 6 personnes additionnelles, désigné par les acteurs de conflit établis à Goma (et consultés pour cette fin par Alert et Pole). Cela aidera la communication du niveau local vers le niveau provincial et vice versa, et augmentera l'efficacité du fonctionnement du mécanisme de consultation. L'objectif de ces groupes est de renforcer l'engagement et la mobilisation des acteurs clés de la zone dans le processus de transformation de conflit, tout en fournissant un mécanisme de contrôle de la qualité et de la sensibilité au genre des projets qui sont mis en œuvre dans cette zone. Les groupes seront mis sur place suite à un processus consultatif 'bottom-up' de désignation des membres, entamé avec les structures locales de paix, en mettant l'accent sur la désignation des acteurs reconnus comme *acteurs de changement positif* œuvrant pour la paix. Les deux membres du conseil seront désignés par leurs pairs membres des groupes consultatifs. Par contre, pour les membres des groupes consultatifs, le processus de leur sélection doit être le plus inclusif possible tenant en compte des sensibilités ethniques (hutu, hunde, tutsi, nyanga, nande), de l'âge et du sexe. Le rôle des groupes consultatifs sera : 1. de recevoir et d'analyser des informations sur le contexte de conflit (dont le rôle des entrepreneurs de conflit) dans la zone et sur l'avancé des initiatives de stabilisation ; 2. De fournir leurs analyses et information sur le contexte de chaque zone au Conseil consultatif ; 3. la mobilisation sociale des populations dans la zone pour faire avancer le processus de transformation de conflit ; 4. De fournir des alertes précoces sur l'évolution de la situation dans leur zone et 5. D'élire deux représentants pour participer au conseil consultatif. Par contre le rôle du conseil consultatif sera de : 1. De fournir, relayer et coordonner des avis et recommandations (canalisés au besoin par l'UAS/STAREC) aux organisations qui mettent en œuvre des projets dans la zone pour améliorer la qualité et la sensibilité au genre, 2. De suivre le processus de transformation de conflit dans la zone ; 3. De servir comme canal de communication des engagements avec les groupes consultatifs et les

entrepreneurs des conflits ; 4. De fournir un appui à l'équipe du projet dans les analyses approfondies et dans la prise de décision ; 5. De jouer un rôle de représentation au niveau politique supérieur (en plus du local) et au besoin de mener certaines actions de plaidoyer ; et enfin 6. De participer à l'identification des entrepreneurs de conflits et les amener à s'engager dans le processus de stabilisation.

Par ailleurs, Alert et Pole Institute sont conscients du besoin d'adresser l'enjeu des 'spoilers' ou des 'entrepreneurs du conflit' qui sont des personnes – souvent 'délocalisés'/habitant ailleurs que dans la zone – qui cherchent activement à bloquer, retarder ou miner un 'processus de paix' pour divers raisons (en poursuite de leurs propres objectifs, souvent des gains politiques et/ou économiques). Ces 'entrepreneurs' opèrent au niveau local, provincial, national et régional, et ont différents intérêts, besoins et positions dans le dynamique de conflit. Il est essentiel de bien comprendre leurs positions et intérêts, afin de monter des stratégies d'accommoder si possible leurs intérêts *légitimes* et minimiser (autant que possible) leur capacité de nuisance, en comprenant qu'entre eux il y a différentes types (acteurs internes ou externes au processus de paix) et que leur rôle reflète la nature-même du conflit et n'est donc pas une question de jugement morale. Ainsi, la première étape du projet sera d'entamer une analyse approfondie de ces acteurs (leurs rôles, localisations, objectifs et capacités), qui sera utilisé par Alert et Pole pour élaborer la stratégie d'engagement. Le processus de dialogue nécessite de les approcher et de chercher à les faire participer au processus de stabilisation, tout en leur permettant pas de contrôler ou biaiser ce processus (pour leurs propres intérêts).

Résultat 1 : Les Groupes Consultatifs renforcent l'engagement des acteurs de la zone au processus de stabilisation en appliquant une perspective sensible au conflit

Activité 1 (Alert lead): Basé sur la recherche-action et processus de dialogue déjà en cours dans la zone (et par biais d'un processus de consultation avec des structures communautaires, acteurs étatiques et coutumières) les membres du groupe consultatif (comprenant 50% femmes) seront identifiés, contactés, sensibilisés et formés. Chaque groupe consultatif (établi dans 3 lieux : Kitshanga, Pinga et Nyanzale) sera composé d'environ 10 membres. La sélection de ses membres passera par un processus communautaire d'identification des personnes qui doivent être des véritables porte-parole et délégués (et non une simple adhésion). Après des formations initiales (voir ici-bas), un forum constitutif sera tenu pour discuter et décider des objectifs et du fonctionnement de ces groupes.

Les Groupes consultatifs se rencontreront une fois les deux mois, et auront des discussions régulières sur le genre où on remettra en question les stéréotypes et rôles traditionnels et patriarcaux du genre. Les groupes vont collecter et analyser les stéréotypes et leurs conséquences, engager la communauté pour les emmener vers une voie de changement positif, prendre des actions qui s'imposent pour ce changement et amener les communautés à rendre effectif ces actions (en faisant le suivi). Des personnes ressources seront invitées à se joindre à ces discussions en cas de besoin. Les réunions vont permettre une véritable participation des femmes dans le groupe, elles seront en mesure non seulement d'assister mais aussi et surtout d'exprimer leurs opinions et, leurs avis seront pris en compte

Activité 2 (Alert lead): Organiser une fois le trimestre des réunions bilatérales entre les noyaux de paix et les groupes consultatifs (dans chacune des 3 sous-zones). Au cours de ces réunions, les noyaux discutent avec les groupes consultatifs les résultats de leur travail sur terrain, ils échangent avec le groupe consultatif sur l'évolution de la situation dans la zone et reçoivent des conseils pour la suite de leur travail. Des séances de restitution seront par la suite organisées par les noyaux

auprès des communautés (voir objectif 2 et 3) faisant partie du travail régulier de ces structures. Des émissions à la radio (voir objectif 4) vont aussi couvrir ces échanges et permettre une large diffusion des résultats des échanges.

Activité 3 (Alert lead): Les membres du conseil consultatif fournissent leur appui (conseils, participation aux réunions de dialogue) quand cela est opportun et nécessaire, y compris prennent contact avec/communiquent avec des personnes d'influence/'entrepreneurs de conflit' avec qui ils ont des liens. Le projet contient une prévision budgétaire pour le transport et prise en charge des membres du groupe (quand ils fournissent de tels appuis) pour permettre que cet appui soit effectif.

Résultat 2: Le Conseil Consultatif participe dans le pilotage des projets de stabilisation autour de Kitshanga, et fournit ses recommandations (sensibles au genre) sur ces projets.

Activité 1 (Alert lead): Tenu des réunions du conseil consultatif provincial une fois le trimestre où les membres discutent du progrès dans le processus de dialogue dans la zone (sur base des infos reçu des noyaux et infos reçu de la part de Pole et Alert), reçoivent d'autres informations sur la stabilisation dans la zone (infos à fournir par STAREC selon chaque projet) et fournissent leurs avis et demandes concernant les projets, y compris leur analyse du degré de sensibilité au genre de ces initiatives. Il est prévu que le groupe rassemblerait 12 personnes (voir ici-haut), mais le nombre final dépendra des besoins et peut varier. Nous allons veiller non seulement à la représentation de 50% des femmes mais aussi à la qualité de la participation active des femmes à ces réunions. Présentation au conseil consultatif des projets de stabilisation (par des organisations de mise en œuvre), y compris l'analyse qualitative de l'initiative de dialogue communautaire 'Masisi sans tribalisme'²⁴.

Activité 2 (Alert lead): Le conseil consultatif effectuera des visites sur terrain une fois le semestre pour appuyer dans la communication des décisions importantes, pour appuyer les groupes consultatifs si nécessaire et pour faire le plaidoyer. Sur base des réunions et ses visites, le conseil consultatif produira des Notes de suivi à l'intention des organisations qui mettent en œuvre des projets dans la zone (sous chacun des 6 piliers I45), ainsi qu'aux bailleurs et autorités provinciales lors des Forums occasionnels. Ces notes vont se baser largement sur les analyses des membres des noyaux de paix de la zone. Nous allons porter une attention particulière pour que les notes comprennent des propositions de comment accroître la sensibilité au genre des activités mise en œuvre sur terrain.

Activité 3 (Alert lead): Formation et appui technique aux Groupes Consultatifs et le Conseil consultatif pour faire des analyses de contexte et de conflit sensibles au genre, afin de renforcer sa capacité de conseil/appui: Etant donné que les Groupes Consultatifs et le Conseil réunissent des acteurs de conflit de chaque zone (entre qui des tensions peuvent s'observer), il sera nécessaire de travailler sur la cohésion du groupe tout comme sur les capacités techniques de ses membres. Alert organisera 3 séances de formation avec les membres afin de renforcer les capacités de suivi des membres ainsi qu'utiliser la formation comme une opportunité de dialogue sur les dynamiques de conflit dans la zone. Une évaluation des besoins sera d'abord faite pour établir les thèmes de formation, qui seront livrés en coordination avec les équipes du projet, ainsi que d'autres collègues de Pole et d'Alert. Il sera inclus une formation sur le genre pour les membres des groupes consultatif et le conseil consultatif (environ 40 personnes en total) permettant l'inclusion d'une dimension genre dans leurs analyses et leurs revues des actions/priorités de stabilisation dans la zone. Une

²⁴ Cette analyse a déjà été faite par Pole (financé par Alert) et dégage des conclusions intéressantes concernant les critères de succès des initiatives de dialogue communautaires qui peuvent servir d'inspiration pour les acteurs de la zone ainsi que pour d'autres.

formation de 3 jours sera organisée par Alert (en année 1 et 2 formations de 3 jours en année 2) et impliquera quelques leaders communautaires de la zone, afin de renforcer aussi les objectifs 2 et 3

Résultat 3 : Une stratégie d'engagement des entrepreneurs du conflit est élaborée et mise en œuvre

Activité 1 (Pole lead) : Pole Institute entamera une cartographie et analyse des entrepreneurs du conflit (liés avec les dynamiques de conflit à Pinga, Bashali et Bwito), dont notamment leurs positions, localisation, objectifs et capacités. Pole Institute sera aidé dans cette tâche par le conseil consultatif et les noyaux de paix dans la zone, et recevra les conseils méthodologiques d'Alert si besoin. Des acteurs dans la région seront aussi couverts. Cette analyse ne fera pas l'objet d'une publication mais restera un document interne qui informera la formulation de la stratégie d'engagement avec ces acteurs et le mécanisme d'échange d'informations avec eux. L'analyse sera faite par biais d'entretiens ciblés et des entretiens en focus groups, croisée avec des informations collectés de sources secondaires. Des ateliers d'analyse tenus au niveau local seront une opportunité pour différents acteurs clé de faire une analyse du contexte et une identification exhaustive des entrepreneurs de conflits dans leurs milieux. Toutes les informations collectés seront vérifiées et croisées pour accroître la fiabilité de l'analyse.

Activité 2 (Pole lead) : Pole Institute organisera 2 forums régionaux (Rwanda, Uganda, RDC et Burundi). Ces forums seront des espaces où on discutera et analysera la dimension régionale des conflits locaux. A l'issue de ces forums, une feuille de route sera établie sur base de recommandations faites par les participants pour couper ce lien entre les conflits locaux et les acteurs régionaux des conflits. Les participants seront les acteurs de la société civile, les experts (analystes politiques, scientifiques et chercheurs), membres de noyaux de paix, groupes consultatifs, décideurs politiques et entrepreneurs de conflits. Un forum sera organisé à Kinshasa et un autre à Kigali ou Kampala.

Activité 3 (Alert lead) : Tenue de ateliers d'échange avec les 'entrepreneurs' de conflit au niveau de la province, à Kinshasa et (au besoin) dans la région : Environ 3 réunions seront organisées pour la durée du projet (1 réunion en année 1 et une réunion en année 2), chacune réunissant autour de 30 personnes, pour présenter et discuter des résultats et défis du processus de dialogue à Bashali et les résultats de la RAP à Bwito. Ceci sera complété par des réunions bilatérales avec certains entrepreneurs, menés par des membres du Conseil consultatif, des employés d'Alert ou de Pole Institute, et/ou des organisations locales partenaires. Alert fournira un appui aux membres du conseil consultatif et à d'autres contacts pour entamer des visites auprès de ces acteurs (à Kinshasa ou ailleurs, selon le cas) et cherchera à établir une communication régulière, y compris par tél et email, avec ces acteurs. Le chargé de plaidoyer et communication d'Alert basé à Kinshasa se basera sur les recommandations du conseil consultatif pour proposer et organiser des rencontres avec des entrepreneurs de conflits (à Kinshasa) afin de les motiver à rejoindre le processus, dans la mesure du possible.

Objectif Spécifique 2 : Les leaders communautaires de la zone prioritaire adoptent des mesures sensibles au genre qui renforcent l'inclusivité de la Collectivité-Chefferie de Bashali

Des processus de dialogue ont été organisés dans la zone par différentes organisations, notamment par ASP autour de Kitshanga (appuyé par l'Institut Vie & Paix) et par l'initiative communautaire de « Masisi sans tribalisme » (accompagné par Pole Institute). A l'origine de cette dernière initiative, démarrée en 2014, il y avait deux acteurs, un ancien combattant hutu et un notable hunde. Leurs chemins se sont croisés autour du constat que les populations du territoire de Masisi sont fatiguées par plus de vingt ans de violences cycliques et des massacres à grande échelle. Ces acteurs ont pu,

initialement sans aucune assistance, mobiliser des centaines des membres de la population lors des dialogues organisés dans neuf villages.²⁵ Toutes ces personnes affichent une volonté de sortir du borbier et mettre fin aux manipulations ethniques, ce qui constitue une fenêtre d'opportunité importante.²⁶ Cette nouvelle dynamique de construction de paix initiée par les acteurs de base est différente d'autres initiatives de dialogue entamées par le passé car elle émane des personnes elles-mêmes responsables du mal qui se construisait, se semait et se récoltait dans le Masisi profond. Tandis que d'autres initiatives passées ont eu tendance à s'appuyer plutôt sur des notables ou des personnes significatives, censées être influentes au sein de leurs communautés ethniques de base et capables de relayer le message de paix – mais qui, sous toute sorte de pressions exogènes et endogènes, ont fini par bloquer, plutôt que faciliter, l'engagement des populations à la base. Les activités proposées par Alert et Pole Institute construisent sur les processus de dialogue déjà entamé dans la zone pour remobiliser ses populations en tirant profit des acquis des initiatives antérieures. Les activités seront menées par Alert, Pole et 3 autres organisations locales œuvrant dans la zone (voir section sur les partenaires, ici-bas).

Résultat 1 : Le processus de dialogue démocratique dans la Chefferie du Bashali est relancé et redynamisé

Activité 1 (Pole lead): Réactualisation et revue des résultats de l'analyse existante sur la zone y compris la recherche-action participative du conflit déjà menée en 2014²⁷, ainsi que l'analyse de conflit et l'évaluation des besoins en stabilisation (mené en octobre 2015). 5 réunions regroupant les structures communautaires, structures officielles et autorités locales et coutumières seront tenues par Pole et les partenaires présents dans la zone.²⁸ Pole va aussi mener des entretiens et recherches supplémentaires sur les dimensions non inclus dans la recherche-action participative (RAP) existant, notamment la dimension du genre. Pour les aspects qui concernent le genre, International Alert (spécifiquement son conseiller senior en genre, basé au siège) fournira un appui en termes de conseils sur la méthodologie de la collecte et d'analyse. Un processus de collecte de données supplémentaires sera mené par Pole en association avec une des associations féminines œuvrant dans la zone.²⁹ Le rapport de recherche fera objet de séances de discussion (inter- et intra-communautaire) dans la Chefferie et sera publié et diffusé localement ainsi que présenté au niveau provincial. Il sera utilisé par le Groupe consultatif pour le suivi *sensible au genre* des projets de stabilisation mise en œuvre dans la zone.

Activité 2 (activité menée conjointement) : 10 Noyaux de paix sont établis³⁰, étant des structures communautaires locales, intégrant tous les groupes ethniques présentes et assurant 50% des femmes et une bonne représentation des jeunes. Les Noyaux se rencontrent une fois par semaine (facilité par Pole Institute dans Bashali-Mukoto, et par d'autres partenaires à Pinga et Bwito), discutent et analysent les dynamiques et acteurs du conflit à plusieurs niveaux (leur analyse étant relayée au groupe consultatif), y compris comment le conflit affecte différemment les hommes et les femmes. Un facilitateur de Pole et un formateur d'Alert (en utilisant les modules de formation en

²⁵ Ces ateliers ont eu lieu à Kibarizo, Kitshanga, Muheto, Goma, Lushebere et Nyabyondo.

²⁶ Pour une analyse et résumé de cette initiative, voir : http://www.pole-institute.org/sites/default/files/CONSTRUIRE_UN_MASISI_SANS_TRIBALISME_VF.pdf

²⁷ *Pour que le Bashali fument le calumet de la paix : Rapport de Recherche-action participative sur les conflits inter-paysans en Chefferie de Bashali (Masisi, RDC)*. Life & peace institute et ASP, octobre 2014.

²⁸ Voir la section suivante sur les partenaires : sur base du travail déjà effectué par Alert avec des organisations dans cette zone, un certain nombre sont proposé (qui déjà travaillent avec des structures communautaires, pour la transformation des conflits) mais un appel à proposition sera lancé et une évaluation organisationnelle entamé par Alert avant de confirmer les partenaires.

²⁹ Ce partenaire probablement sera CAFPEDI, qui déjà travaille avec des associations féminines à Bashali et Bwito.

³⁰ Où des comités de paix ou noyaux existent déjà et sont fonctionnels et représentatif, Alert et Pole continueront de travailler avec eux plutôt que de créer d'autres comités. Les 10 noyaux de paix sont à établir dans des zones où aucune structure n'existe à présent.

analyse de conflit dont dispose déjà Alert) formera les membres en analyse de conflit et Alert les formera en analyse de genre, pour qu'ils favorisent une véritable participation des femmes dans le groupe et une prise en compte des considérations de genre dans toutes les questions traitées par le groupe. Ces noyaux de paix vont utiliser ces analyses pour identifier leurs priorités de plaidoyer.

Activité 3 (Pole lead) : Des Forums de dialogue focalisé sur la réconciliation sont organisés par Pole Institute et réunissent hommes, femmes, et jeunes des villages dans la Chefferie du Bashali, avec une participation active des autorités étatiques et coutumières, et structures officielles (CLPC, Barza, CLPD) présents sur ces lieux : 4 Forums seront organisés par an. Sur base des avancés actuels du dialogue démocratique dans la zone (notamment résultats de « Masisi sans tribalisme») les sujets de discussion peuvent inclure :

- La mise en place des mécanismes acceptés par tous³¹, et répondant aux besoins spécifiques des femmes et des hommes, qui favorisent le retour des réfugiés de toutes les communautés
- Les mécanismes pour prévenir ou atténuer les conflits fonciers potentiels liés au retour des réfugiés, et mécanismes de résolution des conflits fonciers actuels qui influencent les relations entre groupes ethniques
- La représentativité de toutes les ethnies aux niveaux provincial et national : selon les résultats du dialogue, la mise en œuvre de l'accord 'tacite' concernant le partage du pouvoir au niveau local (l'accord stipule que si un chef Hunde retourne dans son fief, son adjoint sera Hutu)

Activité 4 (Pole lead) : Pole Institute organisera 2 ateliers sur la présence des armes dans les localités cibles (en Bashali-Mukoto) et le partenaire à Bwito en organisera un (avec appui technique de Pole), en impliquant les chefs de milices, les leaders communautaires, les membres des noyaux de paix, les militaires, la MONUSCO, et les leaders politiques³², afin de dégager des pistes de solutions pour récupérer les armes (par la MONUSCO, section DDR, qui a déjà donné son accord de principe pour cette collaboration et qui à leur tour collaborent avec les FARDC). Cette activité se base sur les avancés déjà remarquées dans la Chefferie de Bashali suite à l'initiative « Masisi sans tribalisme », ayant permis l'émergence d'une volonté de reddition des armes, mais où des réflexions et pistes d'action concrètes pour procéder à cette collecte sont nécessaires. Sans action sur ce point, les avancés du dialogue risquent peu à peu de se défaire (car la circulation d'armes mine la confiance), d'où la nécessité d'entamer cette activité en parallèle avec le processus de dialogue proprement dite. Ces ateliers réuniront les acteurs locaux (chefs de milices, chefs coutumiers, autorités étatiques locales, membres des noyaux de paix) avec des leaders politiques ainsi qu'avec la MONUSCO afin de renforcer la confiance entre ces acteurs et permettre à la MONUSCO de procéder à la collecte d'armes. Il est aussi important de souligner que les acteurs qui acceptent de remettre leurs armes seront directement considérés comme bénéficiaires dans les projets générateurs de revenus soutenus sous I4S. C'est seulement sous cette condition qu'ils accepteront de remettre ces armes, qui constituent leur gagne-pain. L'idéal serait donc que le processus de collecte des armes se fasse parallèlement avec un projet générateur de revenus: pendant que Pole et IA font la sensibilisation pour la collecte des armes, un autre projet d'I4S les accompagne dans des activités concrètes génératrices de revenus.

Résultat 2 : Les acteurs locaux (comprenant 50% des femmes) dans la Chefferie du Bashali prennent des engagements concrets et agissent ensemble pour renforcer la cohésion et la confiance

³¹ En collaboration avec le CLPC.

³² Il s'agit ici des leaders qui ont généralement un contrôle sur ces milices, soit les 'entrepreneurs de conflit' mentionné dans l'Objectif 1.

Activité 1 (Alert lead) : Avec l'appui technique d'Alert et l'accompagnement rapproché de Pole Institute, les Noyaux de Paix identifient leurs atouts, besoins et cibles, déterminent leurs priorités d'action et lancent des actions de plaidoyer à divers niveaux. Les membres des communautés de Bashali proposent et présentent aux autorités (territoriales, provinciales, nationales) les mesures pour renforcer l'inclusion (en tenant compte des aspects genre) dans la collectivité-chefferie Bashali. 5 ateliers seront tenu (aux différents niveaux administratifs : territoire, province, Kinshasa) pour présenter et plaider pour ces mesures, avec implication du Groupe Consultatif pour faire le suivi et continuer le plaidoyer. Le chargé de plaidoyer et communication d'Alert fournira son appui technique à ce processus, et des réunions préparatoires auront lieu avec les membres de ces noyaux, avant le tenu des ateliers de plaidoyer proprement dit.

Activité 2 (Pole lead) : Etant donné l'importance de la question du retour des réfugiés pour la cohésion sociale dans la chefferie de Bashali (voir analyse de contexte), des visites par différentes communautés (hommes et femmes) des camps des réfugiés au Rwanda et Ouganda et visites des réfugiés (hommes et femmes) dans leurs milieux d'insertion future seront organisés. Cette activité sera organisé par Pole et d'autres partenaires (selon zones couverts par leurs activités, notamment Bwito et Pinga) en collaboration avec les CLPC, elle bâtera sur les avancés du processus de dialogue, impliquant les structures communautaires (les noyaux de paix), associations et leaders communautaires et autorités locales. En tout, nous prévoyons organiser quatre visites : Une visite des congolais vivant dans les camps du Rwanda (4 jours), une des réfugiés congolais au Rwanda vers les milieux d'origine au Congo (4 jours), une visite des congolais vivant dans les camps de l'Ouganda (4 jours) et une des réfugiés congolais de l'Ouganda vers le Congo (4 jours). Le groupe des congolais sera constitué de représentants des différents groupes ethniques membres des groupes consultatifs, les notables locaux, quelques représentants des entrepreneurs des conflits, les autorités (en particulier les élus) : un nombre de 10 personnes serait raisonnable. Pour le groupe des réfugiés congolais vivant en Ouganda et au Rwanda, prévoir un nombre total de 10 personnes.

Résultat 3 : la cohésion sociale entre les populations et les réfugiés rwandais dans la chefferie de Bashali est renforcée

Activité 1 (Pole lead) : la traduction et la publication de l'ouvrage sur les FDLR, publié en allemand Avril 2016 avec la participation de Pole Institute. Les idées et analyses contenues dans cet ouvrage pourront servir le présent projet pour comprendre la problématique des réfugiés rwandais en RD Congo, et aider à réfléchir sur comment redire l'espace horizontal (fracture) entre les populations locales et ces réfugiés. La version française du livre sera publiée en 600 exemplaires et Pole Institute se chargera de leur distribution aux différents acteurs, notamment aux membres de noyaux de paix et groupes consultatifs, à l'unité de stabilisation de la MONUSCO, Alert International, aux ex-combattants, aux réfugiés rwandais, aux universités et à l'auteur de l'ouvrage.

Activité 2 (Pole lead) : Organiser chaque année un atelier par zone entre populations locales et réfugiés rwandais dont l'objectif sera de faciliter la cohabitation pacifique entre ces deux groupes. Dans ces ateliers, l'ouvrage traduit et publié par le présent projet sera utilisé comme un outil de travail qui sera d'une importante capitale dans le processus de rapprochement et de réduction de l'espace horizontal (fracture) entre les deux communautés car procurant des informations nouvelles, crédibles, indépendantes et suffisamment fouillées sur la problématique des réfugiés rwandais et des rebelles FDLR au Nord Kivu et l'amalgame souvent fait entre les populations Hutu congolaises et les FDLR.

Objectif Spécifique 3 : Les acteurs du conflit dans la Chefferie du Bwito développent une vision collective et à long-terme des différends qui les opposent (prenant en compte l'aspect genre) et proposent des pistes de solutions

Sous le projet « Pamoja Kwa Amani » Alert fournit un appui financier et organise des formations techniques en faveur des acteurs locaux de paix œuvrant dans la Chefferie de Bwito, ainsi que dans la Chefferie de Bashali-Mukoto. Nous notons qu'il n'existe pas actuellement à Bwito des processus de dialogue assez consistants/porteurs d'espoir. Cependant, il y a des organisations locales qui y mènent des activités de dialogue et 2 parmi elles seront sélectionnées comme partenaires de ce projet (voir section partenariat ci-dessous), et travailleront en coordination avec Alert et Pole, sous l'accompagnement technique d'Alert. L'initiation d'un processus de dialogue démocratique va s'appuyer sur les résultats de la recherche-action participative qui y sera menée conjointement par Pole Institute.³³ Cette recherche impliquera les structures locales de paix déjà établies (dont ceux qui sont membres du Réseau des Artisans Congolais de la Paix), ainsi que des associations féminines, et incorporera un fort accent sur les dimensions du genre dans les dynamiques de conflit.

Résultat 1 : Une analyse participative des conflits dans la Chefferie du Bwito fournit une base solide pour l'initiation d'un processus de dialogue

Activité 1 (Alert lead) : International Alert fera en collaboration avec les animateurs de l'organisation partenaire une cartographie des conflits et entamera une analyse participative du conflit dans la Chefferie du Bwito sous forme de recherche-action participative, comprenant les dimensions du genre et impliquant les acteurs de paix ainsi que des noyaux de paix locaux déjà établis dans la zone. Cette recherche suivra les étapes et méthodes décrites dans le rapport publié en 2015 par Alert³⁴ et sera conduite par deux chercheurs qui travailleront avec des animateurs locaux formés pour la tâche, issus des communautés de Bwito. La recherche commencera par l'identification participative du sujet (dynamique de conflit principal à analyser), par biais des consultations avec des structures communautaires de Bwito, organisées par des organisations locales œuvrant dans la zone. Tout au long du processus, des séances de restitution et de discussion sont prévues avec les membres de ces structures communautaires. Le chercheur de Pole Institute sera invité à participer aux séances d'analyse et de restitution de la recherche, afin d'y apporter ses perspectives, tirées du processus de dialogue à Bashali. Une attention particulière sera réservée à l'analyse du rôle différent joué par les femmes et les hommes dans le conflit ainsi que l'impact de ce dernier sur elles/eux.

Résultat 2 : Les acteurs de conflit et communautés locales dans la Chefferie de Bwito forment une vision collective pour la paix

Activité 1 (partenaire local lead) : Alert en collaboration avec l'organisation locale qui sera le lead de cette activité sur terrain (voir section sur sélection des partenaires) va tenir des Forums de débats axés sur la réconciliation, impliquant les leaders et structures communautaires existantes et en incluant les femmes de la communauté si elles ne font pas partie de ces structures dans la Chefferie du Bwito: ces Forums se baseront sur les résultats de la RAP et seront axés sur les

³³ Voir par exemple: *La recherche-action participative : Une méthode pour rétablir les liens sociaux fracturés* (International Alert 2015), et *Bustani ya Mabodiliko : Un jardin des changements à l'est de la RDC* (Pole Institute, 2007). Pole Institute mène depuis 2005 le « Bustani » qui est un processus de formation, réflexion et appui/conseil en recherche-action avec des acteurs locaux, activistes de la société civile, qui travaillent dans différents domaines en différents coins de la RDC et qui utilisent la recherche-action comme outil de travail pour aboutir à un changement social positif.

³⁴ *La recherche-action participative : Une méthode pour rétablir les liens sociaux fracturés* (International Alert 2015)

réponses/solutions proposées lors des dialogues communautaires qui suivent le processus RAP (voir activité ci-dessous). Ces Forums seront organisés par Alert en collaboration avec l'organisation partenaire et l'équipe de projet de Pole Institute sera invité à y participer (tout comme l'équipe de projet d'Alert sera invité à participer aux dialogues organisés par Pole dans le Bashali).

Objectif Spécifique 4: Les acteurs locaux de la Chefferie de Bashali, la Chefferie du Bwito, et la localité de Pinga, adhérent au processus de dialogue

Comme souligné ci-haut, un processus de dialogue qui repose trop étroitement sur les leaders communautaires sans mobilisation plus large des populations à la base risque d'échouer. Cette mobilisation passe aussi bien par la tenue de réunions régulières au niveau des villages concernés, et l'établissement (ou là où ces structures existent, le renforcement et redynamisation) des structures communautaires pour qu'elles soient légitimes, représentatives et outillés/capables de faciliter des discussions sur des sujets sensibles. Ces activités sont reprises sous les objectifs 1, 2 et 3 ici-haut. Cependant, il est aussi important de prévoir des mécanismes d'informations, mobilisation et communication qui peuvent atteindre une plus large partie de la population pour: 1. Restreindre/limiter les opportunités des 'entrepreneurs de conflit' de manipuler les informations sur le processus en cours; 2. Fournir des informations claires et accessibles, dans des formats appropriés, aux membres de la population (homme, femmes) sur les activités entreprises et les résultats; et 3. Utiliser des outils populaires de sensibilisation pour renforcer l'engagement actif de la population dans la zone concernée en faveur du processus, car ce n'est qu'en face d'une « masse critique » que les entrepreneurs de conflit vont se trouver contraints de recalculer leurs intérêts et de là, changer leur comportement.

Résultat 1: Les communautés dans la zone prioritaire reçoivent des informations claires et communiquent sur le processus de stabilisation

Activité 1 (Pole lead): Les résultats de la RAP (Bwito), l'analyse de conflit réactualisée (Bashali), et le contenu des discussions et analyses des Noyaux de Paix et Forums Publics (toute la zone) sont utilisés pour la production d'une émission radio hebdomadaire de 30 minutes qui est diffusée par Pole FM sur toute la province du Nord-Kivu, en Kiswahili. Ces mêmes émissions seront aussi diffusées sur 4 radios communautaires dans la zone (Bashali, Pinga et Bwito), et Pole assurera cela.

Une émission bimensuelle sera également diffusée par une radio à Kinshasa, faisant participer à l'émission des personnes 'délocalisées'/acteurs qui soit tirent les ficelles dans la zone prioritaire, soit ont dans leurs attributions la stabilisation/consolidation de la paix dans l'est du pays. Cette émission donnera l'opportunité de fournir des informations sur la stabilisation à une audience de Kinshasa, ainsi que de faire participer/dialoguer des personnes qui sont loin de la zone prioritaire mais y ont une influence non négligeable (et pas forcément positive), en leur faisant comprendre que la situation est en train de changer.

Activité 2 (Pole lead, coordonner et collaborer avec partenaires locales): Des événements culturels (danse, théâtre, musique, carnivals, et débat-culturels entre jeunes de différentes communautés) sont organisés par Pole Institute et par les 3 autres organisations partenaires œuvrant dans la zone prioritaire, y compris à l'occasion des Forums de débat, pendant lesquels ces informations sont partagés sur la stabilisation avec le large public. Nous prévoyons organiser un grand événement culturel chaque an dans chaque site. Ces événements seront organisés par Pole en partenariat avec les partenaires locales de Pinga et de Bwito.

Résultat 2: Des acteurs de changement positif sont identifiés, ont des capacités renforcées et appuient le processus de dialogue démocratique

Activité 1 (Alert lead): Une cartographie des acteurs d'influence positive est faite dans la zone prioritaire en étendant la cartographie déjà faite par Alert sur les acteurs locaux de paix dans le Masisi mais qui n'a pas couvert la localité de Pinga et la partie de Bwito après Nyanzale. Cette cartographie permettra d'identifier des acteurs qui peuvent participer au processus de dialogue (voir objectif 3) et qui seront appelé à rejoindre le *réseau des artisans congolais de la paix*. La cartographie prendra 3 semaines et sera fait par biais d'entretiens semi-structurés et des discussions en focus group.

Activité 2 (Alert lead): Formations techniques avec les acteurs de changement (comprenant 50% des femmes), basée sur l'analyse de leurs besoins qui est compris dans la cartographie : ces acteurs seront alors associés aux formations organisées par Alert avec le Réseau congolais des artisans de la paix (cofinancé par l'Union européenne), et d'autres séances de formation spécifique à ces acteurs seront organisées (sous de projet-ci).

3. Partenariats

International Alert est une ONG internationale d'origine britannique spécialisée dans le domaine de la consolidation de la paix (www.international-alert.org). Nous bénéficions de près de 30 ans d'expérience dans ce domaine et travaillons avec les gouvernements et populations locales dans 25 pays pour bâtir la paix. Nous travaillons depuis 1995 dans la région des Grands Lacs et depuis 2002 en RDC où *International Alert* dispose de 35 employés dans ses bureaux à Goma, à Bukavu et à Kinshasa. Sa mission en RDC est d'encourager la bonne gouvernance, de promouvoir l'inclusion et la représentativité des populations marginalisées et de faciliter le dialogue entre différents acteurs et secteurs de la société. Alert travaille en partenariat avec des structures communautaires et des organisations de la société civile car acteurs principaux pour la transformation de conflit ainsi qu'avec des institutions étatiques. Alert considère que son rôle est de soutenir la population et les structures de la société congolaise dans l'accès à l'information, dans le renforcement des capacités, et renforcement des mécanismes qui peuvent permettre la participation de tous au développement et à la consolidation de la paix. Alert jouit d'une grande expérience dans l'analyse du conflit³⁵ et la conception des programmes de transformation de conflit. Alert est partenaire clé de l'ISSSS et participe à des ateliers de coordination avec la MONUSCO, STAREC, les agences de l'ONU et d'autres ONG locales et internationales afin de soutenir la mise en œuvre effective de la nouvelle stratégie de stabilisation, ayant pris part au processus de sa révision. Alert met actuellement en œuvre 3 projets :

1. Nous travaillons avec CARE et la FAO dans 15 communautés du Nord- et du Sud-Kivu, dans le projet *Tufaidike Wote* financé par USAID : Ce projet soutient la création d'espaces, des capacités et des possibilités pour les populations de ses communautés à participer à une combinaison d'activités de réconciliation et de relèvement économique, en soutenant des noyaux et cellules de paix (dans les localités et groupements, respectivement) qui s'occupent de la résolution pacifique des conflits.
2. Le projet *Tushiriki wote* (financé par l'Agence suédoise de développement international) promut le renforcement du pouvoir civique, politique et économique des femmes à tous les niveaux à travers la connaissance, le réseautage et le plaidoyer. En partenariat avec 11 organisations, ce projet soutient des femmes petites commerçantes transfrontalières, des organisations de la société civile (unit dans la campagne nationale de plaidoyer « Rien sans les femmes ») et les membres (hommes et femmes) des groupes de dialogue pour renforcer le pouvoir économique, politique et sociale des femmes.

³⁵ Voir multiples rapports de recherche qui sont disponible sur : www.international-alert.org/publications

3. Le projet *Pamoja kwa Amani* (financé par la Commission européenne) a comme objectif d'accroître l'impact des efforts de consolidation de la paix en RDC en renforçant les acteurs locaux de paix qui travaillent sur les causes profondes du conflit, et en permettant à ses acteurs d'interagir avec des décideurs politiques internationaux et des hautes instances gouvernementales. Le projet soutient l'instauration de dialogue pour la paix menées par les acteurs locaux, y compris dans la chefferie de Bashali et de Bwito. Le projet soutient le réseau intitulé *Réseau Congolais des Artisans de la Paix* réunissant 95 acteurs (de Masisi, Walikale, Kalehe, Rutshuru, ainsi que Goma, Bukavu et Kinshasa) avec l'objectif de renforcer le dialogue entre ses acteurs et d'améliorer la coordination, de permettre d'élaborer des messages et initiatives conjointes, d'améliorer la synergie dans les efforts de renforcement de la paix et de fournir un forum de discussion et d'action conjoint.

Pole Institute (www.pole-institute.org) a une longue expérience de travail d'accompagnement des communautés locales, depuis sa création en 1997. Il a été en 2002 l'origine de mise en place des « noyaux de légitimité » en territoire de Rutshuru et Masisi, en créant quatre laboratoires d'essai à Nyamilima (Rutshuru), Goma, Minova/Bweremana (Masisi), et Kitshanga (Masisi). Ces noyaux revendiquent les espoirs et préoccupations des populations ayant été la cible des groupes armés. Le noyau de Goma travaillait sur la violence dans les écoles et le monde éducatif par le biais des émissions radios, qui ont accouché aujourd'hui d'une radio communautaire qui couvre 80 % du Nord-Kivu et une grosse partie du Sud-Kivu. Pole Institute a aussi fait un travail de médiation entre les populations riveraines du Parc National de Virunga et l'ICCN, qui a eu comme résultat la mise en place d'une clôture électrique entre le parc et les champs des populations et le versement dans les compétences de la chefferie de Bwisha des terres du domaine de chasse cédées par l'ICCN. Pole Institute accompagne depuis 2014 la dynamique « Construire Masisi avec tribus mais sans tribalisme dans les chefferies de Bashali et Oso-Banyungu » (voir ici-haut) : Ce travail avec les ex-combattants et les autres acteurs locaux a montré le potentiel des populations locales à devenir les vrais acteurs de paix. Un outil vidéo a été produit et un débat autour se constitue doucement. A travers tous ces travaux d'accompagnement des populations, Pole Institute a développé un savoir-faire, des outils et des compétences méthodologiques qui pourraient contribuer à la mise en place de ce projet. Pole Institute a développé un réseau des partenaires locaux, notamment le Programme de Reconstitution, de Pacification pour le Développement Economique (PRPDE), les leaders religieux, les chefs de localité et groupement et enfin les ex combattants qui sont des atouts majeurs dans la mise en place de ce projet.

Processus de sélections des partenaires :

Durant les phases préliminaires de démarrage du projet, International Alert lancera un appel à candidatures pour des organisations nationales qui travaillent dans la zone prioritaire autour de Kitshanga afin d'identifier à travers un processus transparent, participatif et compétitif les organisations nationales partenaires qui pourront nous accompagner dans la mise en œuvre de certaines activités spécifiques. Etant donné que la zone Bashali-Mukoto est largement couverte par l'initiative *Masisi sans tribalisme*, le lancement d'appel à partenaires va considérer Pinga ainsi que Bwito (et va résulter en la sélection de maximum 3 organisations locales). Toute organisation locale travaillant dans la zone, et ayant l'expertise demandée, peut postuler. Un diagnostic institutionnel fera partie du processus de sélection. Parmi les organisations qui certainement vont postuler, et avec lesquelles Alert travaille déjà par le biais du Réseau Congolais des Artisans de Paix on peut mentionner les suivantes :

- Dans la chefferie de Bwito, *Fraternité Congolaise pour la Paix (FCD)* vise le rapprochement intercommunautaire à travers les initiatives locales intégratrices. Le *Rassemblement des Jeunes pour la Pacification et le Progrès (RJPP)* mobilise les jeunes des différentes

communautés pour une cohabitation pacifique et la consolidation de la paix. Le *Centre d'Intervention et de Promotion Sociale Participative* (CIPSOPA) accompagne les communautés dans le renforcement de la cohésion sociale à travers les initiatives locales de relèvement socioéconomique.

- Dans la Chefferie de Bashali, le *Collectif des Associations Féminines pour la Paix et le Développement Intégré* (CAFPEDI) vise la promotion des droits de la femme et son autonomisation. L'*Action Chrétienne pour la Paix et le Développement* (ACPD) travaille pour la réinsertion sociale des personnes victimes des conflits.
- Pour la zone entière, y compris la localité de Pinga, *Action Solidaire Pour la Paix* (ASP) vise la promotion du rapprochement intercommunautaire, ayant entamé une analyse participative de conflit avec soutien de l'Institute Vie et Paix.

Cependant, nous tenons à souligner qu'*aucune organisation* n'est sélectionnée d'avance et que le processus sera entièrement transparent et compétitif. Les organisations ici-haut sont listées seulement afin de fournir un exemple des organisations qui sont actives dans cette zone. Alert entamera un processus transparent de sélection de ses partenaires sur base d'une analyse de leurs capacités programmatiques et organisationnelles (y compris capacité de gestion financière), à travers les outils d'évaluation qu'Alert utilise régulièrement. Les partenaires seront évalués sur base des critères suivants : leur expérience et expertise ; leurs présence géographique dans les zones cibles mais aussi leurs capacités de se conformer à la vision programmatique de ce projet et aux procédures opérationnelles d'Alert. Tout au long de la mise en œuvre du projet, International Alert renforcera les capacités des organisations partenaires, y inclut sur les aspects opérationnels, notamment : le niveau de démocratie interne, la délégation du pouvoir décisionnel, la planification stratégique, la gestion axée sur les résultats, la gestion financière ainsi que les aspects plus proprement programmatiques, notamment : la communication et le plaidoyer, l'analyse de genre, la bonne gouvernance, la consolidation de la paix, les nouvelles approches dans le renforcement du rôle et la participation de la femme.

Les organisations qui seront choisies comme partenaires seront appuyés et accompagnés par Alert afin de devenir des organisations plus actives et transparentes, et plus redevables vis-à-vis de leurs bénéficiaires. Afin de définir un accompagnement et un support adapté aux besoins spécifiques de chaque organisation partenaire, Alert procédera à une évaluation de leurs besoins en termes de renforcement des capacités et accompagnement. Ce renforcement sera organisée à travers des ateliers, des réunions régulières, l'accompagnement continu des chargés des projets de Alert et de Pole, la mise en place d'un cadre d'échange et coordination (qui réunit Alert, Pole et toutes les partenaires). Des visites d'échanges parmi les différentes organisations partenaires seront aussi organisée afin de favoriser et promouvoir l'échange de bonnes pratiques mais aussi nourrir la réflexion stratégique de chaque partenaire avec l'avis et l'expérience des autres. Une réunion biannuelle de planification sera tenue, lors de laquelle non seulement la planification des activités (pour tout le projet) sera agréée mais où des formations ciblées (sur base des besoins identifiés) seront fourni par soit le staff d'Alert ou de Pole, soit par des formateurs contracté par Alert. Lors de cette réunion, les résultats et l'impact du projet fera aussi objet de discussion, et des actions de plaidoyer communs seront planifiés. Il y aura aussi des réunions trimestrielles, tout au cours de l'exécution du projet.

3.1 Stratégie de Pérennisation

Le choix des activités et des partenariats vise à assurer la pérennité des initiatives prises durant cette action grâce à leur appropriation locale mais surtout permettra d'*élargir l'engagement politique concernant le dialogue démocratique et le processus de stabilisation dans la zone autour de Kitshanga* car tous les acteurs du conflit : les autorités locales, les communautés (en tant qu'acteurs clés associés à la présente action), les entrepreneurs du conflit et les partenaires ouvrant dans la

zone (en tant que représentants de la société civile) seront plus activement impliqués et à tous les niveaux. Cette action est fondée sur des approches et des méthodologies testées qui amélioreront l'efficacité de l'intervention et renforceront la pérennité des résultats déjà acquis.

À la suite de ce projet, les acteurs cibles seront mieux organisés et équipés pour remplir leur rôle. Grâce à l'appropriation locale du projet les activités d'engagement et de dialogue démocratique au niveau communautaire continueront à être développées d'une manière ouverte et inclusive, notamment en améliorant l'équilibre entre les sexes dans les structures et les activités de paix communautaires, impliquant les autorités locales et provinciales, et en développant des solutions viables pour un processus de dialogue démocratique pacifique.

Notre approche à long terme, en appuyant et travaillant directement avec les communautés cibles elle mêmes, nous permet de relever les capacités locales et d'engager tous les acteurs du conflit dans un véritable processus de dialogue démocratique et de stabilisation qui continuera même après la fin du projet.

La pérennisation et l'appropriation locale ont été placées au cœur de ce projet, à travers les actions suivantes :

- 1) **Viabilité Financière** : cette action est basée principalement sur le renforcement des capacités locales à analyser le contexte et trouver des solutions durables aux différends qui séparent les communautés cibles ; à travailler ensemble pour développer un cadre durable et solide pour la stabilisation de la zone autour de Kitshanga. Aucun équipement lourd sera acheté par le projet ni aucune construction sera effectuée. Il y aura un effort délibéré pour éviter de créer de nouveaux groupes ainsi que toute forme du syndrome de l'assisté. Le projet ne vise pas à établir de nouvelles structures, mais plutôt à renforcer la capacité de celles existantes, les coûts futurs seront limités. Les structures communautaires agissent sur une base volontaire. Alert et ses partenaires feront la promotion de la nature bienveillante de ce genre de structures à travers le projet. Les partenaires directes dans cette action seront les communautés et autorités locales, qui en tant que telles, sont déjà une garantie de durabilité. Le renforcement des capacités mettra l'accent sur le renforcement des compétences et des connaissances, par la transmission de conseils et d'appui techniques. Les partenaires formels et informels bénéficieront principalement du renforcement des capacités techniques.
- 2) **Viabilité Institutionnelle** : l'appropriation locale des résultats et de l'impact de cette action est centrale dans la conception des activités. Le renforcement des capacités des organisations partenaires (déjà travaillant dans la zone cible dans le domaine de la consolidation de la paix) ainsi que la redynamisation des noyaux de paix et la mise en place de groupes consultatifs locaux, garantie la pleine viabilité institutionnelle. Un facteur clé dans la promotion de la durabilité institutionnelle sera atteint grâce à la redynamisation des noyaux de paix existants et la mise en place de groupes consultatifs qui auront la responsabilité de représenter les instances des communautés qui les ont élus devant non seulement les autorités gouvernementales locales, provinciales et nationales mais aussi devant les acteurs internationaux intervenant dans le cadre des autres piliers de la stabilisation afin d'influencer leurs politiques et interventions. Le projet vise à intégrer les femmes et les jeunes dans les structures de gouvernance existantes pour que ces derniers intègrent des dynamiques genres plus équitables et appliquent une perspective « sensible au genre » à leurs recommandations aux décideurs. Le projet vise également à répondre aux stéréotypes et rôles traditionnels et patriarcaux du genre en influençant les normes sociales communautaires par le dialogue et la sensibilisation. L'influence sur les normes et les relations, même si elle est petite, est susceptible d'être à long terme. Les résultats obtenus en termes de renforcement de la confiance des femmes à jouer un rôle public peuvent être appliquées au-delà et après la fin du projet tant dans la sphère privée que publique.
- 3) **Viabilité Politique** : les activités de plaidoyer réalisées par le projet se focaliseront sur un certain nombre de domaines prioritaires (identifiés par les partenaires et les communautés

cibles) et engageront directement tous les acteurs du conflit ainsi que les « spoilers ». Étant les activités de plaidoyer menées à tous les niveaux et par tous les acteurs du conflit et étant le sujet de plaidoyer choisi par les communautés elles-mêmes nous croyons que les effets du plaidoyer continueront même après la fin du projet.

4. Mécanismes de Gestion et Coordination

Au sein d'International Alert, un Chef de Projet (100% sur le projet) sera responsable de la mise en œuvre de l'intervention, y compris de la supervision du travail des partenaires, et supervisera un chargé de projet. Le Chef de projet participe aux mécanismes de coordination (Groupe Consultatif, ainsi que groupe de travail sur la transformation des conflits établi sous égide d'UAS avec participation des autres organisations internationales de consolidation de la paix œuvrant en RDC³⁶) en s'assurant que les activités soient exécutées selon le chronogramme du projet et atteignent les résultats attendus, que le rapportage et le budget soit respectés. Il/elle veille à ce que aussi bien les femmes que les hommes, ainsi que toute frange d'âge (jeunes aussi bien que des personnes plus âgées) participent aux activités et que toutes les parties au conflit soient inclus de manière active au Groupe et sous-groupes consultatifs. Le Chef de Projet collaborera avec l'équipe d'admin/finance d'International Alert (équipe basé en RDC qui reçoit l'appui technique du siège) pour assurer la bonne gestion de l'administration, des finances, et de la logistique. Le projet pourra se servir, selon le besoin, de l'expertise thématique de l'équipe « Peacebuilding Issues Programme » basée à son siège à Londres, qui fournit des modules de formation et des conseils techniques en matière de genre, sensibilité au conflit et suivi/évaluation. Le Chef de Projet présentera au UAS et STAREC ainsi qu'au groupe consultatif (voir Sous-Programme 1) les activités et résultats du projet et rendra des rapports périodiques selon le calendrier agréé. Le Chef de Projet sera appuyé par 1 Chargé de Projet basé à Goma (100% sur le projet) qui travaillera avec les partenaires de mise en œuvre, et il exécutera les activités du projet avec les partenaires dans la zone d'intervention. Le Chef de Projet sera supervisé par la Directrice des programmes d'International Alert (20% sur le projet) qui contrôle la qualité de toutes les activités d'International Alert en DRC. Elle veillera à ce que l'intervention cadre avec les résultats et les objectifs prévus, et qu'Alert soit redevable envers le groupe consultatif aussi bien qu'envers UAS/STAREC.

International Alert est à l'avant-garde quant aux systèmes de suivi et évaluation de projets de construction de dialogue durable et consolidation de la paix. L'organisation est dédiée de manière globale à l'amélioration des outils de suivi et évaluation, et de l'analyse de l'impact des projets de construction de la paix. A cet effet, un Assistant de Suivi et Evaluation (50% sur le projet) s'assurera que les activités soient en ligne avec la logique et les objectifs du projet. Il mettra à disposition les leçons apprises en termes d'interventions en consolidation de la paix pour faire en sorte que les activités répondent aux plus hauts standards dans le domaine. Il/Elle sera sous la supervision directe de l'Officier de Suivi et Evaluation d'Alert (20% sur le projet) qui assurera la cohérence et qualité des résultats tout au long de l'action. L'intervention bénéficiera de la supervision générale de la Directrice Nationale d'International Alert en RDC, qui suivra l'implémentation du projet (20% sur le projet) et qui est le superviseur de la Directrice des programmes. La Directrice des programmes est le superviseur du Chef de projet ainsi que de l'Officier de Suivi et Evaluation. Elle fournit un coaching régulier à l'équipe de projet, et assure le suivi général des partenaires.

International Alert a identifié Pole Institute comme partenaire principale de l'intervention. D'autres partenaires seront sélectionnés (voir partenariat, ici-haut) sur base d'une évaluation de leurs capacités programmatiques et de gestion financière. Considérant que les capacités locales pour la paix sont une dynamique clés pour une stabilisation durable à l'Est de la RDC, les partenaires locaux

³⁶ En ce moment, les participants à ce groupe de travail comprennent: Life & peace institute, Search for Common Ground, International Alert, InterPeace et Peace Direct. L'UAS pourra décider d'élargir le groupe.

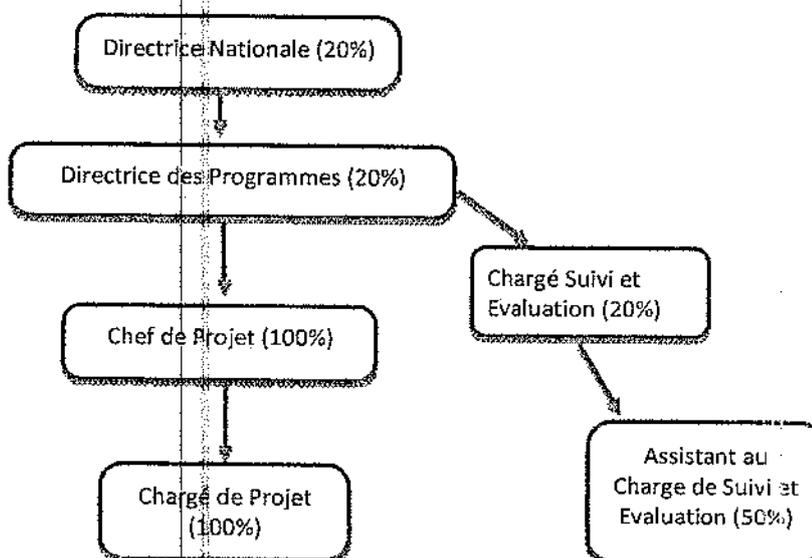
mèneront les activités-clé du projet. International Alert fournira un accompagnement à la fois programmatique, en conseillant les partenaires sur les bonnes pratiques de construction de dialogue, et technique, sur la gestion administrative et financière du projet. Les subventions aux partenaires seront gérées tous par International Alert, qui sera responsable du rapportage financier et narratif au bailleur. Des réunions de planification seront faites entre l'équipe Pole et Alert une fois le mois, en y associant aussi les 3 partenaires locaux (selon la zone où ils travaillent) et des missions conjoints sur terrain seront effectués quand cela est possible. La planification conjointe permettra de diminuer les coûts de voyage sur terrain et assurer la complémentarité et synergie entre les activités mise en œuvre par Alert, Pole et les 3 autres partenaires locaux. Les réunions mensuelles du comité de gestion du projet (Chef de projet Alert, Chef de Projet Pole, Points Focaux partenaires) permettra non seulement de garantir une mise en œuvre cohérente sur terrain mais aussi et surtout d'évaluer régulièrement la qualité de l'intervention, identifier les points de blocage et apporter des réponses rapides et des solutions adaptées et partagées. La collecte des données de suivi sera faite par le staff d'Alert, de Pole et des partenaires locaux avec l'appui technique de l'assistant de suivi/évaluation d'Alert (mais qui ne sera pas la personne qui collecte les données physiquement). Le chargé de suivi/évaluation fera l'analyse de ces données et partagera son analyse avec les équipes du projet de Pole et d'Alert.

Il est à noter que la coordination opérationnelle entre les deux organisations sera d'avantage clarifiée dans l'annexe au contrat qui sera signé entre Alert et Pole Institute, suivant une évaluation des capacités et système de gestion financière de Pole Institute qu'Alert entamera avant la signature dudit contrat.

Pole prévoit mettre à la disposition du projet les ressources humaines suivantes :

- Un coordinateur de Pole Institute supervise et s'assure la qualité du travail de Pole. Le chef de projet travaillera donc sous la supervision du coordinateur. Le projet prendra en charge 30% de son salaire
- Un chef de projet qui sera pris en charge à 100% par le projet. Il pilote le projet et supervise le travail de terrain. Il s'assure que les rapports sont élaborés et transmis à temps à qui de droit.
- Le financier de Pole s'occupera de la gestion financière du projet et des aspects administratifs y relatifs : le projet le prendra en charge 15% de son salaire. Il sera constamment appuyé par un assistant admin/finance, qui sera pris en charge 100% sur le projet.
- Une équipe de 1 chercheur à 50% et 1 animateur à 100% compléteront l'équipe programme de Pole.

Organigramme du projet au sein d'International Alert :



5. Stratégie de communication

Le projet s'appuiera sur une stratégie de communication claire permettant à la fois, de transmettre les informations appropriées aux acteurs internes et externes du projet, de favoriser un processus de suivi transparent des activités, tout en contribuant à l'atteinte des objectifs spécifiques du projet. **Cette stratégie aura donc à la fois pour but d'informer, de mobiliser et de favoriser les échanges à différents niveaux et vis-à-vis d'un public diversifié.** Dans ce cadre, les moyens mis en œuvre seront de différentes natures impliquant, regroupant et/ou mettant en relation des acteurs variés à plusieurs niveaux, local, provincial, national et régional partant du principe qu'un processus de dialogue qui repose trop étroitement sur les leaders sans mobilisation plus large des populations à la base risque d'échouer.

C'est dans ce but spécifique que dans la phase de lancement du projet, Alert International ensemble avec Pole Institute et les autres partenaires, ainsi que avec les représentants du Groupe Consultatif, élaborera de manière participative et concertée une véritable stratégie de communication accompagnée de son plan d'action qui sera révisée, mise à jour et enrichie tout au long du projet pour répondre efficacement aux besoins et priorités des zones et populations cibles.

Tous les outils de communication pour faire connaître les avancements du projet, mobiliser les décideurs et la population et faire passer des messages clés seront utilisés. La radio Pole FM sera le principal vecteur de communication et des membres du Groupe Consultatif participeront à des émissions radiophoniques aussi bien sur Pole FM que sur quelques radios nationales (à Kinshasa), afin d'impliquer des acteurs qui sont loin de Kitshanga mais qui jouent un rôle important dans la stabilisation de la zone et dans la réussite du dialogue démocratique. Des émissions produites par Pole FM seront aussi disséminées par des radios communautaires, afin d'assurer un large suivi de ces messages dans toute la zone autour de Kitshanga. Alert s'appuiera aussi sur ses partenaires stratégiques, notamment le Mouvement Rien Sans les Femmes et le Réseau Congolais des Artisans de la Paix, pour diffuser à travers leurs pages Facebook et leur compte Twitter les acquis du projet afin de promouvoir une mobilisation et une adhésion plus large de la population. Des brochures et des autres matériels de visibilité seront aussi produits.

Les plateformes d'échange et de dialogue seront aussi des autres instruments importants qui seront utilisés pour permettre à la fois de fournir de l'information et de faire passer des messages clés aux cibles appropriées et ce à différentes échelles mais aussi de nourrir et enrichir avec les contributions de tous les acteurs directement impliqués dans le processus de stabilisation de la ZP autour de Kitshanga la stratégie même de communication de ce projet. Enfin, le renforcement des capacités des acteurs locaux notamment en technique de plaidoyer, et l'appui fourni pour la mise en œuvre de leurs actions de plaidoyer sont d'autres moyens sur lesquels s'appuiera la stratégie de communication du projet.

Ces différents moyens combinés permettront une circulation de l'information transparente et inclusive favorisant la redevabilité à tous les niveaux, contribuant ainsi à consolider la paix et à créer les conditions de stabilité souhaitées, tout en assurant un suivi participatif de la mise en œuvre du projet. Cette approche s'inscrit dans une logique similaire à celle prônée par la SPS, faisant de la communication un outil d'information et un moyen d'intervention du projet.

Il est enfin important de souligner qu'Alert International dispose de ressources humaines et techniques nécessaires au développement et à la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de plaidoyer appropriée à travers des équipes spécialisées au siège à Londres et une conseillère dédiée à la RDC basée à Kinshasa. Grâce à l'appui technique et à l'accompagnement continu de la

conseillère en plaidoyer et communication la stratégie de communication de ce projet sera continuellement revue, affinée et adaptée au fur et à mesure que des changements importants interviendront dans le contexte ou que le besoin se fera sentir de la part de toutes les parties prenantes. Cette personne va aussi assurer l'organisation des émissions et des réunions qui se tiendront à Kinshasa, dans le cadre de ce projet, et assurera un suivi continu avec des acteurs basé à Kinshasa et qui doivent participer à ce projet, afin d'accroître ses chances de succès.

6. Hypothèses et Risques

Tableau 1: Matrice des hypothèses et des risques

Risques qui pourraient entraver l'atteinte des résultats	Probabilité (haute, moyenne, faible)	Gravité de l'impact sur le projet (haut, moyen, faible)	Stratégie d'atténuation	Personne/ Département responsable
Le conflit violent touche certaines zones d'exécution du projet	Haute	Haute	La zone de mise en œuvre du projet est volatile et il y existe un risque élevé d'éclatement d'hostilités. Si les actes de violence sont généralement perpétrés par des groupes armés, il y a aussi beaucoup d'actes de banditisme et d'opportunisme criminel. Alert et Pole reçoit des mises à jour régulières de l'arbre de sécurité des ONGs, d'UNDSS ³⁷ et d'INSO. ³⁸ Les deux organisations collectent aussi leurs propres informations sécuritaires, en fonction desquelles nous avons des directives claires de sécurité qui guident notre comportement (y compris déplacements sur terrain). Si ce risque dépassent un niveau tolérable, et la mise en œuvre du projet est affecté, Alert coordonnera avec le SSU pour la suspension momentanée des activités dans les zones affectés.	Alert, Pole et partenaires locaux
La corruption ou le détournement des fonds par employés et/ou des organisations partenaires	Moyen	Moyen	Pour empêcher la corruption, Alert a mis en place des systèmes et de strictes procédures de contrôle financiers. Tous les partenaires du projet signeront un accord anti-corruption et une évaluation de la capacité de gestion financière sera entamée avant de conclure un accord de partenariat. En outre, les organisations partenaires fournissent des plans de travail et des budgets annuels qui sont approuvés par le département finance d'Alert. L'équipe de finances d'Alert en RDC examine les rapports financiers mensuels des partenaires, et toutes les pièces justificatives. Les organisations partenaires reçoivent des fonds par trimestre et les paiements ne sont qu'approuvés qu'après réception et validation du rapport trimestriel antérieur. Les rapports financiers des partenaires et dépenses propres à Alert sont audités (par une compagnie d'audit externe) et Alert mène aussi des audits ad hoc internes (avec appui des équipes finances d'autres pays et du siège).	Alert, Pole, tout partenaire
Accusations de partialité par les populations locales, autorités	Moyen	Moyen	Il y a pour Alert, Pole Institute et les autres partenaires le risque d'être perçus comme partiaux en dépit de toutes les précautions. La société civile congolaise,	Alert, Pole, tout

³⁷ UNDSS: United Nations Department of Safety and Security

³⁸ INSO: International NGO Safety Organization DRC, www.ngosafety.org

civiles ou coutumières ou autres parties prenantes			<p>comme toute société civile, est aussi divisée en son sein. De nombreuses ONG locales sont mono ethniques (ou presque) dans leur composition. Très peu d'ONG locales cherchent spécifiquement et ouvertement d'être (et se faire connaître comme étant) multiethnique. L'équipe du projet est très consciente des risques de partialité inhérents à travailler au sein d'une société divisée et avec des organisations de la société civile qui (bien qu'à des degrés différentes) se considèrent parfois plus comme les représentants d'une communauté ethnique que des représentants de toute la population d'une zone donnée. Dans notre accompagnement des partenaires locaux nous mettons cette question sur la table et cherchons à ouvrir un espace de discussion sur ce sujet hautement sensible. C'est un processus à long terme d'accompagnement et de sensibilisation, et cela est au cœur de la façon dont nous travaillons avec nos partenaires. Pour contrecarrer ce risque, Alert et Pole Institute expliquent minutieusement les intentions du projet aux partenaires, aux communautés ainsi qu'aux autorités locales et toutes les parties prenantes. La sélection de partenaires pour le projet est faite en considérant leur approche inclusive et leur représentativité des différentes communautés.</p>	partenaire
			<p>Mener des activités de formation et de sensibilisation des participants au projet sur le risque que représentent ces élections et la nécessité de rejet de toute manipulation politique au cours de la période électorale. En cas de conflits, demander à la MONUSCO et au STAREC et le Gouvernement provincial de prendre des mesures pour protéger les acquis du projet et l'équipe du projet pour qu'elle continue à exécuter ses activités même en période de crise. En cas d'impossibilité manifeste de continuer avec les activités du projet, le suspendre momentanément, ou minimiser les déplacements dans des zones en voie de violences armées. Un des rôles des groupes et du conseil consultatifs est de faire la prévention des conflits. Dès le démarrage du projet, les deux équipes seront formées pour faire un monitoring quotidien et anticiper la résolution des tensions liées aux élections au niveau local</p>	Alert, Pole, tout partenaire
Si les élections (envisagée selon la constitution avant la fin de l'année 2016) ne sont pas crédibles, sont mal organisées ou n'ont pas lieu dans le délai, cela peut mener à des contestations. Il est à craindre que cela génère de la violence armée en catalysant des tensions accrues entre communautés sous impulsion des politiciens qui cherchent à diviser la population afin de gagner des votes.	Haute	Haute		
Équité de genre est aperçue par les bénéficiaires comme étant en contradiction avec leurs normes et mœurs culturels et traditionnels	Moyen	Faible	Questionner des normes sociales en rapport avec le genre fait partie du processus de capacitation qui est une stratégie centrale à ce projet. Certaines questions sont sensibles et difficiles à aborder avec les communautés (cela vaut pour plusieurs thèmes centraux du projet, et pas seulement la question de l'équité de genre). Cependant, Alert, Pole et les autres partenaires ont une longue expérience de	Alert

				comment aborder de manière fine et progressive ces questions, et un effort particulier sera fourni pour sensibiliser les parties prenantes aux objectifs du projet (dont ceux en rapport avec l'équité de genre), pour faciliter leur engagement et bonne compréhension.	
--	--	--	--	--	--

7. Suivi, Evaluation et Production de Rapports³⁹

Le Suivi et Evaluation sera un aspect clé dans la mise en œuvre du projet et sera géré l'Officier de Suivi et Evaluation qui supervisera un assistant suivi & évaluation, et qui ensemble organisent la collecte des données sur terrain en collaboration avec les équipes du projet d'Alert, Pole et autre partenaires. L'Officier de Suivi et Evaluation basé à Goma et reçoit l'appui technique de l'équipe de Suivi, Évaluation et apprentissage d'International Alert basée à Londres qui développe et fournit des outils d'évaluation et de suivi quand besoin. Pour capitaliser les acquis et leçons apprises du projet, documenter le processus de la mise en œuvre des activités et démontrer le changement produit par les réalisations du projet, un système de Suivi et Evaluation sera mise en place ensemble avec les partenaires locaux afin d'assurer l'appropriation et la praticabilité de celui-ci. Le suivi du projet sera basé sur un mécanisme de rapportage périodique des activités et des visites de terrain qui sera coordonné par l'Officier de Suivi et Evaluation et le staff d'Alert et des partenaires. Une boîte d'outils qui seront utilisés dans la collecte régulière de données sur le terrain sera développée et validée avec les partenaires lors de l'atelier de démarrage du projet. Ces outils seront liés avec le cadre logique et l'étude de base fournira les données supplémentaires nécessaires pour monitorer le progrès vers l'atteinte des indicateurs. L'atelier de démarrage sera organisé avant le début effectif des activités en faveur du staff d'Alert, de Pole Institute et des partenaires nationaux afin de valider les documents clés de suivi et évaluation ainsi que les outils de collecte de données. La sensibilité au genre et au conflit feront partie intégrante du plan de suivi afin de permettre d'apprécier au fur et à mesure le degré d'inclusion des femmes et autres catégories sociales et aussi et surtout d'autres sensibilités pouvant empêcher le bon parcours du projet vers l'atteinte de ses objectifs. La collecte de données se fera à travers les partenaires et le chef de projet et chargé de projet d'Alert, avec l'appui de l'assistant suivi & évaluation qui feront un rapport détaillé à l'Officier de Suivi et Evaluation. Il compilera et analysera ensuite ces données pour mesurer régulièrement le niveau d'atteinte des indicateurs. Les données seront enfin rapportées et partagées avec les autres parties prenantes au projet, dont UAS, le STAREC et le Peacebuilding Fund à travers le PNUC. Il y aura un atelier annuel de planification annuel lors duquel les défis et les leçons apprises de la mise en œuvre du projet seront discutés, afin de prendre des actions pour améliorer la qualité du travail. Une étude de base sera menée au début du projet, utilisant des méthodes qualitatives et quantitatives pour collecter les données auprès de différents groupes cibles. Les indicateurs du projet sont en phase avec celles établies par l'équipe Suivi/évaluation de l'UAS. Alert pilote -- à travers tous ses programmes dans le monde - des « Everyday Peace Indicators »⁴⁰ qui doivent être élaborés à travers une consultation avec des bénéficiaires du projet (donc avant l'étude de base) et qui permettent de comprendre comment ces bénéficiaires eux-mêmes perçoivent « la paix » chez eux (et quels en sont les indicateurs). Ces données seront collectées auprès des bénéficiaires au début, à mi-parcours et à la fin du projet. Les partenaires participeront à la mise en place des outils de collecte et les résultats seront rapportés et partagés avec eux (ainsi que les autres parties prenantes). Une évaluation finale sera organisée afin d'établir clairement le changement apporté par le projet et les leçons apprises. Pour documenter progressivement le changement au niveau individuel et communautaire, l'approche de « Outcome Harvesting »⁴¹ sera utilisée par les membres de l'équipe de mise en œuvre du projet afin d'avoir des éléments de changement à utiliser dans les rapports périodiques.

³⁹ L'organisme de mise en œuvre aura la responsabilité première du suivi régulier des progrès. Il collectera, analysera les données des projets en exécution et les transmettra au Secrétariat Technique selon les modalités requises pour la préparation des rapports trimestriels/annuels et leur diffusion aux différentes parties prenantes.

⁴⁰ Pour plus d'informations sur ce type d'indicateurs, consultez: <http://everydaypeaceindicators.org/>

⁴¹ « Outcome harvesting » est un outil participatif qui permet à un évaluateur d'identifier, formuler, vérifier et comprendre les résultats produits par une intervention donnée, dans des situations où la relation cause à effet n'est pas entièrement connue.

Tableau 2 : Cadre de Résultats:

<p>Objectifs Stratégiques de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation – (tiré du cadre Logique général ISSSS) : Objectif stratégique no 2. Légitimité accrue de l'Etat congolais et de ses institutions et objectif Stratégique no 3 : Résilience socio-économique au conflit accrue</p>								
<p>Résultat(s) attendus de l'ISSSS (Cadre Logique pour Kitchanga/Mars 2016) : Contribuer à la paix et à la stabilité dans la zone « autour du Kitchanga », Objectif spécifique 1 : Etablir un cadre de dialogue inclusif pour répondre aux causes des conflits, consolider la paix et créer les bases pour la création d'institutions transparentes, inclusives et effectives.</p>								
<p>Résultats spécifiques :</p>								
<p>R1.1 : Un processus de dialogue légitime et inclusif est mis en place avec les acteurs du conflit</p>								
<p>R1.2 : les résultats du dialogue sont approuvés par les autorités (provinciale et nationale) et intégrés à la politique et lois nationales</p>								
<p>R1.3 : Les initiatives de stabilisation entreprises sont harmonisées, inclusives, sensibles au genre et coordonnées</p>								
<p>1. Indicateurs de résultats de l'ISSSS (bases et cibles) :</p>								
<p>Fréquence des conflits Intra et inter communautaires</p>								
<p>Taux de participation de chaque catégorie d'acteur dans le processus de dialogue</p>								
<p>Nombre de plans d'action formulés et soumis aux autorités, et niveau d'application de ces plans d'action</p>								
<p>Théorie du Changement (Résumé): Si les membres des communautés locales (femmes et hommes), les acteurs de conflit et des entrepreneurs de conflit ont la motivation, les capacités et les opportunités de participer à un processus inclusif et sensible au genre de dialogue à plusieurs niveaux - selon le niveau qui concerne chacun (local, provincial, national et régional) - alors des solutions aux différends qui les opposent seront développés, des relations plus équitables (de genre) de collaboration et de confiance seront construites et des espaces inclusifs et participatifs de prise de décisions qui respectent les droits des femmes vont émerger.</p>								
PRODUITS	Indicateurs ⁴²	BASE: CETTE INFO SERA REMPLI AVEC DONNES COLLECTES LORS DE L'ETUDE DE BASE	CIBLE ⁴³ LES CIBLES DEPENDENT DES VALEURS DE BASE, ETABLIT LORS DE L'ETUDE DE BASE				Moyen de Vérifications	Méthode de Collecte
			Valeur Cible	Année: 2016	S1	S2		

⁴² Il est recommandé que tous les indicateurs soient dans la mesure du possible désagrégés par sexe. Voir les lignes directrices pour l'intégration de l'approche genre dans les programmes de stabilisation développée par l'Unité d'Appui à la Stabilisation.

⁴³ Fréquence semestrielle de collecte des données.

<p>Objectif Spécifique 1: Les acteurs et les entrepreneurs du conflit (hommes et femmes) s'engagent et participent au processus de stabilisation dans la zone prioritaire</p>	<p>% d'acteurs identifiés qui participent activement dans les groupes consultatifs Cible: 75%</p> <p>% de femmes membres qui participe activement aux travaux des groupes consultatifs Cible: 50%</p> <p># des entrepreneurs du conflit qui s'engagent à soutenir le processus de dialogue</p>	<p>60</p> <p>0</p> <p>60</p>	<p>60</p> <p>0</p> <p>400</p>	<p>Listes des participants du Groupe Consultatif</p> <p>Rapport du groupe consultatif</p> <p>Rapport d'activités</p> <p>Organigramme du Groupe Consultatif</p> <p>Rapports d'activités du groupe consultatif</p> <p>Rapport de l'étude de base et évaluation (KAP survey)</p> <p>Success stories</p>	<p>Une enquête de perception sur les connaissances, attitudes et pratiques sera organisée au début et à la fin du projet en utilisant des entretiens structurés et semi-structurés.</p>
<p>Résultat 1.1: Les Groupes Consultatifs renforcent l'engagement des acteurs de la zone au processus de stabilisation en appliquant une perspective sensible au comité</p>	<p>1.1.1 # de réunions organisées par les membres du groupe consultatif.</p> <p>1.1.2 # des réunions bilatérales organisées entre les GCs et les NdP dans les 3 sous zones.</p>	<p>60</p> <p>0</p> <p>400</p>	<p>60</p> <p>0</p> <p>400</p>	<p>Rapport de la réunion groupe consultatif.</p> <p>Rapport d'activités ;</p> <p>Liste de présence lors de la réunion.</p> <p>Rapport des réunions bilatérales ;</p> <p>Rapports d'activités ;</p> <p>Liste de présence lors des réunions.</p>	<p>La fréquence des réunions sera calculée sur base des rapports produits lors des réunions et les listes de présences établies.</p> <p>La fréquence des réunions sera calculée sur base des rapports des réunions bilatérales et les listes de présences établies.</p>

Résultat 1.3 : Une stratégie d'engagement des entrepreneurs du conflit est élaborée et mise en œuvre	1.3.1 # de rapport sur la cartographie et analyse des acteurs aux conflits produits pendant le projet.	1	0				1	- Rapport de la cartographie fini et approuvé ; - Rapport d'activités.	Un rapport sur la cartographie et l'analyse des acteurs sera produit et approuvé par les différentes parties prenantes
	1.3.2 # des forums régionaux tenus pour l'identification des acteurs régionaux de conflits et leurs rôles	2	0				2	- Termes de référence l'activité ; - Rapport de l'activité ; - Rapport d'activités.	Deux forums régionaux vont être organisés et un rapport sera produit à l'issu de chaque forum contenant tous les éléments nécessaires sur les acteurs aux conflits au niveau régional.
	2.3 # d'ateliers d'échanges tenus avec les acteurs aux conflits au niveau provincial, National et Régional.	2	0				2	- Termes de référence l'activité ; - Rapport l'activité ; - Rapport d'activités.	Deux ateliers d'échanges vont être organisés avec les acteurs aux conflits au niveau provincial, National et régional. A l'issu de chaque atelier un rapport sera produit.

<p>Objectif spécifique 2 : Les leaders communautaires adoptent des mesures sensibles au genre qui renforcent l'inclusivité de la collectivité</p>	<p>% des leaders locaux dans les communautés cibles qui rapportent qu'ils sont plus engagés dans les décisions concernant la stabilisation. Cible : 80%</p> <p>% d'engagement sur l'inclusion pris localement par les leaders mis en application Cible : 50%</p>	<p>80%</p> <p>50%</p>	<p>A compléter après l'étude de base</p>	<p>Success stories</p> <p>Etude de base et Evaluation finale (KAP survey)</p> <p>Rapport d'activités</p>	<p>Une enquête de perception sur les connaissances, attitudes et pratiques sera organisée au début et à la fin du projet en utilisant des entretiens structurés et semi-structurés.</p>
<p>Chefferie du Bashali</p>	<p># d'acteurs du conflit qui participent dans les réunions de dialogue</p> <p>% des membres des communautés cibles qui disent être confiant de l'engagement des différents acteurs dans le processus de dialogue Cible : 75%</p>	<p>A compléter après la cartographie</p> <p>75%</p>	<p>0</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>A l'issu de chaque réunion un rapport sera produit contenant les éléments clés sur les analyses existantes dans la zone.</p>
<p>Résultat 2.1 : Le processus de dialogue démocratique dans la Chefferie du Bashali est relancé et redynamisé</p>	<p>2.1.1 # de réunions tenues entre les structures communautaires de paix, les structures officielles et les autorités locales.</p>	<p>5</p>	<p>0</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>Compte rendu des réunions ;</p> <p>Termes de référence d'activités et ;</p> <p>Rapport d'activités.</p>

		10	0						10	2.1.2 # de noyaux de paix inclusifs (Au moins 50% de femmes) établis d'ici la fin du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de redynamisation ; - Liste approuvées des membres des noyaux ; - Rapport d'activités 	Après chaque redynamisation, un rapport contenant la description du processus de redynamisation et une liste approuvée des membres seront établis.
		8	0						8	2.1.3 # de forums de dialogue organisés avec l'appui du projet.	<ul style="list-style-type: none"> - Termes de référence ; - Rapports d'activités ; - Liste de présence. 	la tenue des forums des termes de référence doivent être établis avec des objectifs clairs et approuvés avant la tenue de l'activité.
		4	0						4	2.1.4 # d'ateliers sur la présence des armes tenus	<ul style="list-style-type: none"> - Termes de référence des ateliers ; - Rapports d'activités ; - Liste de présence à l'atelier 	Les termes de référence et rapports d'activités constituent des évidences pour cet indicateur.
Résultat 2.2 : Les acteurs locaux (comprenant 50% des femmes) dans la Chefferie du Basileli prennent des engagements concrets et agissent ensemble pour renforcer la cohésion et la confiance		3	0						3	2.2.1 # d'activités de plaidoyer menées au niveau local, national et régional	<ul style="list-style-type: none"> - Termes de référence activités ; - Copie du cahier de charges ; - Rapport de l'activité 	Le # de copies de cahier cahiers de charges déposés seront considérés comme des évidences pour cet indicateur.

<p>Résultat 2.3 la cohésion sociale entre les populations et les réfugiés rwandais dans la chefferie de Basali est renforcée</p>	<p>2.3.1 # de copies de l'ouvrage sur les FDLRs traduit en français et disséminer auprès des différents acteurs oeuvrant pour la paix et les membres des communautés.</p>	600	0	0	0	600	<ul style="list-style-type: none"> - Copie en français de l'ouvrage sur les FDLRs ; - Liste des personnes qui ont reçu l'ouvrage traduit en français. 	<p>Les listes de distribution de l'ouvrage traduit en français vont constituer des évidences.</p>
	<p>2.3.2 # de visite organisées par les membres de communautés dans les camps des réfugiés Rwandais</p>	8	0	0	0	8	<ul style="list-style-type: none"> - Termes de référence - Activités ; - Rapports d'activités ; - Photos ; - Histoires de succès. 	<p>Les termes de référence validés vont constituer des évidences pour cet indicateur.</p>
	<p>2.3.3 # d'ateliers sur la cohabitation pacifique organisés entre la population locale et les réfugiés Rwandais.</p>	2	0	0	0	2	<ul style="list-style-type: none"> - Termes de référence ; - Liste de présence ; - Rapports d'activités ; - Photos ; - Histoires de succès. 	<p>Les termes de références, photos et histoires de succès vont constituer des évidences pour cet indicateur.</p>

<p>Objectif spécifique 3 : Les acteurs du conflit dans la Chefverie du Bwito développent une vision collective et à long-terme des différends qui les opposent (prenant en compte l'aspect genre) et proposent des pistes de solutions</p>	<p># des décisions qui sont prises conjointement avec la participation des membres des communautés en Bwito. # de plan d'action issu du processus de recherche action participative et d'un dialogue démocratique validé par différentes parties prenantes.</p>	<p>A déterminer</p>	<p>Documentaton des événements publics Les rapports médiatiques Rapport recherche action participative Des copies des contrats sociaux signés par les parties prenantes.</p>	<p>Une enquête de perception sur les connaissances, attitudes et pratiques sera organisée au début et à la fin du projet en utilisant des entretiens structurés et semi-structurés.</p>
<p>Résultat 3.1 : Une analyse participative des conflits dans la Chefverie du Bwito fournit une base solide pour l'initiation d'un processus de dialogue</p>	<p>3.1.1 # de rapport sur la recherche produit sur la chefferie de Bwito.</p>	<p>1</p>	<p>0</p>	<p>1</p>
<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>
<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>
<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>
<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>
<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>
<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>
<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>
<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>
<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>
<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>	<p></p>

<p>Résultat 3.2 : Les acteurs de conflit et communautés locales dans la Chefferie de Bwito forme une vision collective pour la paix</p>	<p>3.2.1 # Forums de débats axés sur la réconciliation basé sur les résultats de la RAP.</p>	6	0			6	<ul style="list-style-type: none"> - Termes de référence ; - Rapport d'activités ; - Liste de présence ; - Photos 	<p>Les termes de référence constituent des évidences pour cet indicateur.</p>
<p>Résultat 3.2 : Les acteurs de conflit et communautés locales dans la Chefferie de Bwito forme une vision collective pour la paix</p>	<p>3.2.2 # de contrats sociaux produit à l'issu des dialogues démocratiques</p>	1	0			1	<p>Copie du contrat social ;</p> <p>Rapport d'activités ;</p> <p>Histoire de succès.</p>	<p>Une copie du contrat social approuvée pour toutes les parties prenantes constituera une évidence pour cet indicateur.</p>
<p>Objectif spécifique 4 : Les acteurs locaux de la Chefferie de Bashali, la Chefferie du Bwito, et la localité de Pinga, adhèrent au processus de dialogue.</p>	<p># des acteurs locaux qui étaient présentes à la première réunion du processus de dialogue, qui sont présentes à la dernière réunion au fin projet.</p> <p>% de la population qui déclare se sentir à l'aise avec le processus et de cohésion sociale dans les communautés cibles.</p> <p>Cible: 75%</p>	A	A	A	A	A	<p>Rapports d'activités, Listes de présence aux activités.</p> <p>Etude de base et Evaluation finale</p>	<p>Une enquête de perception sur les connaissances, attitudes et pratiques sera organisée au début et à la fin du projet en utilisant des entretiens structurés et semi structurés.</p>
<p>Résultat 4.1 : Les communautés dans la zone prioritaire reçoivent des</p>	<p>4.1.1 # d'émissions radio produites et diffusées (Parle FM et autres radios locales).</p>	A	A	A	A	A	<p>Cds des émissions produites et diffusées</p>	<p>Les copies des Cds des émissions produites et diffusées constituent des évidences pour cet indicateur.</p>

informations claires et communicables sur le processus de stabilisation	4.1.2 # d'événements culturels organisés entre les jeunes des différentes communautés.	2	0							2	<ul style="list-style-type: none"> - Termes de référence ; - Rapport d'activités ; - Photos ; - Histoires de succès. 	de	Les TDRs et les photos vont constituer des évidences pour cet indicateur.
Résultat 4.2 - Des acteurs de changement positif sont identifiés, ont des capacités renforcées et appuient le processus de dialogue démocratique	4.2.1 # de rapport de cartographie sur les acteurs à changement positif produits.	1	0							1	Copie du rapport de cartographie	la	RAS
	4.2.2 # d'acteurs à changement positif qui appuient le processus de dialogue.	A	0							A	<ul style="list-style-type: none"> - Termes de référence ; - Liste de présence ; - Rapport d'activités 	de	RAS

6. ARRANGEMENTS ADMINISTRATIFS⁴⁴ (PARAGRAPHE STANDARD – NE PAS SUPPRIMER)

Le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluridonateurs (MPTF) du PNUD fait office d'Agent administratif (AA) du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS), et est chargé, à ce titre, de recevoir les contributions des donateurs, d'assurer les transferts de fonds des entités des Nations Unies bénéficiaires/Agent de Gestion ainsi que la consolidation des rapports narratifs et financiers et la présentation de l'ensemble aux donateurs liés au FCS et au Fonds. En tant qu'Agent administratif, le MPTF transfère les fonds aux entités des Nations Unies bénéficiaires/Agent de Gestion sur la base du Mémoire d'accord signé par chaque entité et par le MPTF.

Fonctions de l'Agent administratif

Au nom des organisations participantes, et conformément au « Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN Funds » (2008)⁴⁵ (Protocole relatif à l'Agent administratif des Fonds d'affectation spéciale pluridonateurs et des Programmes conjoints, et du Fonds du programme des Nations Unies « Unis dans l'action ») – protocole approuvé par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GND) – le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires doit, en tant qu'Agent administratif du Fonds:

- Débourser des fonds à l'intention de chaque entité des Nations Unies bénéficiaire, conformément aux instructions du Conseil d'Administration du FCS (National ou Provincial). En principe, l'Agent administratif procède à chaque versement dans un délai de 3 à 5 jours ouvrables après avoir reçu les instructions du Conseil d'Administration, ainsi que le Formulaire de demande pertinent et le Descriptif de projet signé par tous les participants concernés;
- Consolider les rapports narratifs et les états financiers (annuels et finals), sur la base des demandes soumises à l'Agent administratif par l'Agent de Gestion, et fournir aux donateurs et au PBSO les rapports d'activité consolidés;
- Procéder, dans le cadre du système du MPTF, à la clôture opérationnelle et financière du projet, une fois celui-ci déclaré officiellement achevé par l'Agent de Gestion (en joignant également le rapport narratif final, l'état financier final certifié et le document spécifiant le remboursement du solde);
- Débourser des fonds à l'intention de toute entité des Nations Unies bénéficiaire, afin de couvrir tout coût supplémentaire décidé par le FCS, conformément au statut et aux règles du Fonds.

Information du public

Le Secrétariat Technique du FCS et l'Agent administratif veilleront à la publication des opérations du Fonds sur le site Internet de ce dernier (<http://unpbf.org>) et sur le site de l'Agent administratif (<http://mptf.undp.org>).

Fonction de l'Agent de Gestion (« Managing Agent »)

L'Agent de Gestion assumera l'entière responsabilité financière pour les fonds qui lui seront décaissés par l'AA et administrera ces fonds, comme prévu par le MoU, conformément à ses propres règlements, règles, directives et procédures gouvernant leur travail avec les ONG internationales (ONGI). Les responsabilités et la redevabilité concernant les aspects programmatiques seront définis dans le manuel d'opérations.

⁴⁴ Il s'agit des arrangements dans le cas où le partenaire de mise en œuvre est une organisation participante non-Nations unies (PNUNO), dans quel cas le PNUD joue le rôle d'Agent de Gestion

⁴⁵ Disponible à l'adresse suivante : <http://www.undg.org/docs/9885/Protocol-on-the-role-of-the-AA,-10.30.2008.doc>

L'AG entreprendra les fonctions fiduciaires suivantes :

- Coordonner un système d'audit des PNUNO (micro-évaluation, analyse de la performance et du portefeuille) ;
- Coordonner le processus de contractualisation des PNUNO sur la base des allocations approuvées par le(s) Conseil d'Administration ;
- Assurer le décaissement en temps opportuns des fonds aux PNUNO à la réception, en bonne et due forme, des documents ;
- Assurer le suivi trimestriel des rapports financiers fournis par les PNUNO par rapport au budget approuvé ;
- Fournir les rapports financiers sur les activités des PNUNO à l'Agent Administratif et au Secrétariat Technique ;
- Coordonner les rapports narratifs (semestriel et final) ainsi que le rapport financier final des PNUNO dans le respect du calendrier défini ;
- Maintenir une base de données des PNUNO, y compris l'état des fonds décaissés, montants alloués, le statut du contrat et de l'utilisation des fonds.
- Partager les résultats des évaluations des performances financières et des résultats des audits, ainsi que toute autre information qui indiquerait une violation grave des obligations contractuelles ou de l'intégrité des PNUNO ;

Secrétariat Technique

Le Secrétariat Technique se trouve sous la responsabilité de l'Unité d'appui à la stabilisation de la MONUSCO et du Secrétariat National et des équipes provinciales de coordination du Programme STAREC. Afin de soutenir les objectifs du FCS – notamment autour de la facilitation d'une approche cohérente et efficace à la stabilisation – la responsabilité pour les aspects techniques de la gestion du FCS, et le soutien aux structures de gouvernance du Fonds, sont intégrés dans le Secrétariat Technique.⁴⁶

Les fonctions du Secrétariat Technique en lien avec le décaissement des fonds et le développement et le suivi de la mise en œuvre de programmes sont les suivantes:

- Développer les lignes directrices générales pour l'élaboration de programmes et lancer des appels à propositions, le cas échéant ;
- Faciliter les processus de revue des projets/programmes dans les délais clairement fixés, notamment veiller à ce que toutes les exigences de soumission soient remplies et les principes et les critères d'évaluation respectés, fournir des recommandations techniques au CA pertinent sur chaque proposition, et le cas échéant fournir un soutien aux Organisations Participantes (OP) dans l'intégration des commentaires du Conseil d'Administration sur leur proposition ;
- Veiller à ce que le suivi et l'évaluation des projets et programmes soit suffisante pour soutenir une évaluation de leur performance par rapport aux objectifs de l'ISSSS et de la qualité de la mise en œuvre par les OP ;
- Veiller à ce que des méthodes de travail et des standards de redevabilité soient clairement fixés avec l'AA et l'AG afin de remplir les exigences de suivi, rapportage et transparence ;
- Assurer l'intégration des meilleures pratiques et leçons apprises dans l'élaboration de programme/projet et ajustements, l'examen et de sélection des projets ainsi que le cas échéant dans les appels à proposition ;

⁴⁶ Qui agit également comme secrétariat pour le soutien fourni par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix.

ANNEXE A: RESUME DU PROJET (A SOUMETTRE EN VERSION WORD AU MPTF-OFFICE)

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

Numéro et Titre du Projet	Njia za Makubaliano : Les chemins vers les Accords	
Agent de Gestion	Fonds de Développement des Nations Unies (PNUD)	
Organisation de mise en œuvre	International Alert	
Budget approuvé:	\$2,000,000	
Durée du projet:	Date de démarrage: 01 Juin 2016	Date de clôture: 30 Mai 2018
Description du Projet:	<p>La transformation des conflits effective nécessite que la place centrale soit donnée aux populations directement affectées par le conflit en leur fournissant les opportunités, la capacité et l'appui nécessaire pour participer activement à la recherche des solutions. Partant de ce principe, ce projet applique une approche programmatique participative de transformation de conflit qui se focalise sur la recherche-action participative, le dialogue, la communication et la mobilisation sociale, le plaidoyer et la mise en réseau entre acteurs clés. La théorie de changement du projet est formulée comme suit : Si les membres des communautés locales (femmes et hommes), les acteurs de conflit et les entrepreneurs de conflit ont la motivation, les capacités et les opportunités de participer à un processus de dialogue à plusieurs niveaux qui est inclusif et sensible au genre - selon le niveau qui concerne chacun (local, provincial, national et régional) - alors des solutions aux différends qui les opposent seront développés, des relations plus équitables (de genre) de collaboration et de confiance seront construites et des espaces inclusifs et participatifs de prise de décisions qui respectent les droits des femmes vont émerger. Les objectifs du projet sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Objectif Spécifique 1 : Les acteurs et les entrepreneurs du conflit (hommes et femmes) s'engagent et participent au processus de stabilisation dans la zone prioritaire ; • Objectif Spécifique 2 : Les leaders communautaires adoptent des mesures sensibles au genre qui renforcent l'inclusivité de la Collectivité-Chefferie du Bashali ; • Objectif Spécifique 3 : Les acteurs du conflit dans la Chefferie du Bwito développent une vision collective des différends qui les opposent (prenant en compte l'aspect genre) et proposent des pistes de solutions ; • Objectif Spécifique 4 : Les hommes et femmes acteurs locaux de Bashali, Bwito et Pinga, s'engagent et participent au processus de dialogue. 	

	<p>L'impact attendu du projet est de contribuer à la paix et à la stabilité dans la zone autour du Kitshanga. Ce projet permettra d'impliquer dans le processus de stabilisation de cette zone des acteurs de conflits opérant à différents niveaux (local, provincial, national et régional) et de les amener à jouer un rôle actif dans ce processus de sorte qu'à moyen terme, nous puissions avoir une zone autour de Kitshanga pacifiée et stable.</p>
<p>Note sur le Genre (Gender Marker) et justification</p>	<p>Le projet applique une stratégie axée sur le genre, qui porte sur le changement des dynamiques de genre au sein des communautés et groupes cibles et la promotion d'une participation active des femmes à la vie publique et à la consolidation de la paix ainsi que le renforcement économique des femmes. Notre approche genre est relationnelle, axée sur comment les hommes et les femmes coproduisent des rôles et des identités de genre et comment la société et les normes sociales sont liées avec différentes formes d'identité. International Alert considère que s'adresser aux barrières à l'égalité de genre permet l'amélioration de la gouvernance et le pluralisme dans une société post conflit. Pour ce projet, un accent est mis sur les relations de genre dans toutes les activités du projet dont la recherche-action sur les dynamiques de conflit (Bwito), la composition et le fonctionnement du groupe consultatif, l'analyse des interventions de stabilisation dans la zone, et le fonctionnement et composition des comités communautaires (noyaux de paix). Un appui particulier sera fourni à l'équipe du projet (staff d'International Alert et de Pole Institute, ainsi que les autres partenaires locaux) par le staff spécialisé dans le domaine du genre dont Alert dispose (en RDC ainsi qu'à son siège), et le projet sera mise en œuvre en étroite coordination avec le projet <i>tushiriki wote</i> qui vise à combattre les normes socio culturelles qui placent les hommes dans une position de domination sur les femmes, leur donnant le contrôle sur les décisions et les biens dans le ménage et la communauté, et promouvoir la participation des femmes dans la prise de décision à tous les niveaux.</p>
<p>Focus Thématique (en lien avec les piliers du ISSS)</p>	<p>Dialogue démocratique</p>
<p>Localités de mise en œuvre :</p>	<p>Zone prioritaire de stabilisation autour de Kitshanga (Nord-Kivu)</p>
<p>Bénéficiaires (désagrégée par sexe et âge)</p>	<p>Population vivant dans la zone prioritaire autour de Kitshanga. Plus spécifiquement toutes les participantes dans le processus de dialogue démocratique (Pinga, Kitsanga, Bwito) et recherche-action sur les causes de conflit (Bwito) dont les membres des noyaux de paix, groupes consultatifs, associations locales, autorités locales.</p>
<p>Activités clés du projet:</p>	<p>Etablissement, formation et réunions régulières des groupes consultatifs (comprenant 50% femmes), à Pinga, Kitshanga et Nyarzale. Cartographie et analyse des entrepreneurs du conflit et tenue des forums régionaux Réunions regroupant les structures communautaires, structures officielles et autorités locales et coutumières seront tenues par Pole et les partenaires présents dans la zone Noyaux de paix sont établis et se réunissent régulièrement</p>

Organisation des Forums de dialogue
Ateliers sur la présence des armes
Identification par noyaux de paix des priorités de plaidoyer
Visites par différentes communautés des camps des réfugiés au Rwanda et Ouganda et visites des réfugiés dans leurs milieux d'insertion future
Une analyse participative des conflits dans la Chefferie du Bwito
Forums de débats axés sur la réconciliation et processus de dialogue démocratique initié à Bwito.

ANNEXE 2 – CARTOGRAPHIE DES INTERVENTIONS DE DIALOGUE DEMOCRATIQUE (POUR PLUS D'INFORMATIONS : VOIR CARTOGRAPHIE FAITE PAR L'UAS)

Organisation	Focus de l'intervention	Zone spécifique d'intervention
UN-Habitat	Amélioration de la gouvernance foncière et renforcement du système de gestion foncière	Chefferie de Bashali et de Bwito
Search for common ground	Réforme du secteur de sécurité, amélioration de la confiance entre civils et services de sécurité, suite à un comportement amélioré par les services de sécurité et une capacité accrue des communautés de les rendre redevables	Chefferie de Bashali
Action Solidaire Pour la Paix	La promotion du rapprochement intercommunautaire (basé sur une analyse participative de conflit entame avec le soutien de l'Institute Vie et Paix)	Chefferie de Bashali et localité de Pinga
Fraternité Congolaise pour la Paix	le rapprochement intercommunautaire à travers les initiatives locales intégratrices	Chefferie de Bwito
Le Rassemblement des Jeunes pour la Pacification et le Progrès	mobilise les jeunes des différentes communautés pour une cohabitation pacifique et la consolidation de la paix	Chefferie de Bwito
Le Centre d'intervention et de Promotion Sociale Participative	accompagne les communautés dans le renforcement de la cohésion sociale à travers les initiatives locales de relèvement socioéconomique	Chefferie de Bwito

Collectif des Associations Féminines pour la Paix et le Développement Intégré	la promotion des droits de la femme et son autonomisation	Chefferie de Bashali
L'Action Chrétienne pour la Paix et le Développement (ACPD)	réinsertion sociale des personnes victimes des conflits	Chefferie de Bashali

ANNEXE 3 : PLAN DE TRAVAIL

PRODUITS	ACTIVITES	CALENDRIER												RESPONSABLE
		2016			2017			2018						
		juin	03	04	01	02	03	04	01	02	03	04	01	
Phase de démarrage	Recrutement staff, réunion de planification, consultations avec les acteurs dans la zone et comité technique provincial. Organisation de l'étude de base, révision du cadre logique et élaboration du plan de suivi (et outils de collecte). La sélection des partenaires locales sera menée.	Durée : 2 mois. Responsable : Alert et Pole Institute												
Objectif spécifique 1 : Les acteurs et les entrepreneurs du conflit (hommes et femmes) s'engagent et participent au processus de stabilisation dans la zone prioritaire														
Résultat 1.1. Les Groupes Consultatifs renforcent l'engagement des acteurs de la zone au processus de stabilisation en appliquant une perspective sensible au conflit	1.1.1. Membres des groupes consultatifs identifiés/ rassemblés et se réunissent tous les deux mois													Alert
	1.1.2. Réunions bilatérales entre les noyaux de paix et les groupes consultatifs													Alert et Pole
	1.1.3 Prise de contact par membres du conseil consultatif avec entrepreneurs de conflit (ad hoc selon besoin, pas planifiable en avance)													Alert et Poe

Résultat 2.2 : Les acteurs locaux dans la Chefferie du Bashali prennent des engagements concrets et agissent ensemble	2.2.1 Plaidoyer par les noyaux de paix	Alert
2.2.2 Visites aux camps des réfugiés au Rwanda et Ouganda et visites des réfugiés (hommes et femmes) dans leurs milieux d'insertion (4)	Pole	
Résultat 2.3 : La cohésion sociale entre les populations et les réfugiés rwandais dans la chefferie de Bashali est renforcée	2.3.1 La traduction et la publication de l'ouvrage sur les FDLR	Pole
	2.3.2 Un atelier tenu dans chaque zone (une fois par an) entre populations locales et réfugiés rwandais sur la cohabitation pacifique	Pole
Objectif spécifique 3 : Les acteurs du conflit dans la Chefferie du Bwito développent une vision collective des différends qui les opposent (prenant en compte l'aspect genre) et proposent de pistes de solutions		
Résultat 3.1 : Une analyse participative des conflits dans la Chefferie du Bwito	3.1.1 Analyse participative de conflit à Bwito est conduite	Alert
Résultat 3.2 : Les acteurs de conflit et communautés locales dans la Chefferie de Bwito forme une vision collective pour la paix	3.1.2 Forums de débats axés sur la réconciliation	Alert
Objectif spécifique 4 : Les hommes et femmes acteurs locaux de Bashali, Bwito et Pinga, s'engagent et participent au processus de dialogue		
Résultat 4.1 : Les communautés dans la zone	4.1.1 Production d'une émission radio hebdomadaire	Pole

ANNEXE 4 : BUDGET DETAILLE (VOIR FICHER EXCEL)